



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

**de la Commission permanente
de l'aménagement du territoire**

Le vendredi 19 mars 2021 — Vol. 45 N° 85

Interpellation : Leadership nécessaire pour la prospérité
et le développement de la Capitale-Nationale

**Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis**

2021

Commission de l'aménagement du territoire

Le vendredi 19 mars 2021 — Vol. 45 N° 85

Table des matières

Exposé du sujet Mme Marwah Rizqy	1
Réponse de la ministre Mme Geneviève Guilbault	3
Argumentation	5
Conclusions Mme Geneviève Guilbault Mme Marwah Rizqy	18 18 20

Autres intervenants

M. Simon Allaire, vice-président

M. Vincent Caron
M. Enrico Ciccone
M. Sylvain Lévesque
Mme Catherine Dorion
Mme Joëlle Boutin
M. Pascal Bérubé

Le vendredi 19 mars 2021 — Vol. 45 N° 85

**Interpellation : Leadership nécessaire pour la prospérité
et le développement de la Capitale-Nationale**

(Dix heures huit minutes)

Le Président (Allaire) : Alors, à l'ordre, s'il vous plaît! Je déclare la séance de la Commission de l'aménagement du territoire ouverte. Bon matin à tous. On est vendredi, dernière journée de la semaine. Alors, j'espère que cette séance se déroulera merveilleusement bien. Je rappellerai que je souhaite avoir des discussions dans le respect, naturellement, comme d'habitude. Alors, je vous souhaite, là, une belle interpellation.

Alors, la commission est réunie afin de procéder à l'interpellation de la députée de Saint-Laurent à la ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale sur le sujet suivant : Leadership nécessaire pour la prospérité... pardon, et le développement de la Capitale-Nationale.

Donc, M. le secrétaire, est-ce qu'il y a des remplacements?

Le Secrétaire : Oui, M. le Président. M. Lévesque (Chauveau) remplace M. Bussière (Gatineau); Mme Boutin (Jean-Talon) remplace M. Girard (Lac-Saint-Jean); M. Caron (Portneuf) remplace M. Jacques (Mégantic); Mme Rizqy (Saint-Laurent) remplace Mme Nichols (Vaudreuil); M. Ciccone (Marquette) remplace Mme Thériault (Anjou—Louis-Riel); et Mme Dorion (Taschereau) remplace M. Fontecilla (Laurier-Dorion).

Le Président (M. Allaire) : Merci. Alors, je comprends également qu'il y a une entente à l'effet que le deuxième groupe d'opposition intervienne lors de la troisième série d'interventions et que le troisième groupe d'opposition intervienne lors de la cinquième intervention. Donc, ça va pour tout le monde? Oui, naturellement. Parfait. Merci.

On a débuté à peu près à 10 h 07, là. Donc, j'ai besoin de votre consentement pour qu'on puisse poursuivre au-delà de l'heure permise, à 12 h 07. Est-ce que j'ai votre consentement?

Des voix : Consentement.

• (10 h 10) •

Le Président (M. Allaire) : Consentement. Parfait. Merci. Alors, Mme la députée de Saint-Laurent, on va commencer avec vous. Donc, vous avez 10 minutes pour votre déclaration d'ouverture. La parole est à vous.

Exposé du sujet

Mme Marwah Rizqy

Mme Rizqy : Merci beaucoup, M. le Président. Bonjour à tous nos collègues qui sont avec nous aujourd'hui. Effectivement, c'est important d'avoir des débats dans le respect, comme vous l'avez si bien souligné, M. le Président, d'autant plus que, dans les us et coutumes, la ponctualité est aussi un beau signe de respect.

Ceci étant, on est aujourd'hui ici, à la Capitale-Nationale, car c'est important de parler du leadership que toute la Capitale-Nationale mérite d'avoir. Et à ce sujet, vous comprendrez qu'avant de parler de tous les sujets, c'est important de revenir sur un événement qui est quand même important, toute la saga entourant le tramway, qui a pris beaucoup de retard. Et, vous savez, des fois, les titres en disent long, quand on fait notre revue de presse, que ce soit, par exemple : *Le tramway : une saga qui dure depuis trois ans; Un tramway nommé Discorde; «Une claque dans la face» de la part du premier ministre; Tramway : la Chambre de commerce de Québec s'impatiente aussi face au gouvernement caquiste; Tramway du Québec : le gouvernement caquiste «met en péril le projet», s'insurgent quatre organismes environnementaux; Québec traité comme un «village», selon le maire de Québec; 100 millions plus cher pour chaque année de retard du tramway.* Vous comprendrez que tout ça, ici, c'est simplement une courte revue de presse des dernières semaines.

J'ai eu la chance, le privilège de ma cheffe, d'être nommée porte-parole de la Capitale-Nationale puis, sincèrement, je ne m'attendais pas à être aussi rapidement plongée dans une saga. Et aujourd'hui, oui, il y a un dénouement, mais ce dénouement laisse encore des questions en suspens. Et je crois que les gens de Québec, les citoyens de Québec méritent d'avoir des réponses parce qu'à la fin de la journée, c'est 100 millions de dollars plus cher pour chaque année de retard. Bien, un an de retard, c'est arrivé, là. Pourquoi? Je la pose, la question. Pourquoi?

Au départ, moi... Fin janvier, début février, on nous a dit : Oui, mais, vous voyez, il y a un problème avec les banlieues. On a dit : Ah oui? C'est quoi, le problème avec les banlieues? Là, on nous a dit : Ah! mais, vous savez, ça ne dessert pas assez bien les banlieues, il n'y a pas assez d'argent pour les banlieues. O.K. C'est quoi, les banlieues? Puis là on nous a parlé de Val-Bélair, Loretteville. Là, on leur a dit : Bien, pour vous, Charlesbourg puis Cap-Rouge, ce n'est pas suffisant? Ce n'est pas des banlieues? Puis, non, apparemment, selon la définition du premier ministre, bien, tout ça, c'était le centre-ville de Québec.

Puis là je sais que vous direz : Bien, écoutez, c'est quand même la députée de Saint-Laurent, là. Bien, je n'ai pas de poignée dans le dos, puis je suis capable de regarder une carte, puis de me dire c'est quoi, le centre-ville de

Québec. Puis les gens de Québec connaissent pas mal bien leur centre-ville, puis eux autres aussi sont pas mal du même avis que nous. Bien, Charlesbourg puis Cap-Rouge, ce n'est pas le centre-ville de Québec.

Alors, cet argument-là n'a pas tenu la route très longtemps, puis il a fallu que le premier ministre se rétracte puis que ses ministres disent : Non, non, mais on parlait plus de Val-Bélair, Loretteville. Mais, à l'origine, il n'a jamais été question, dans les tracés, de Val-Bélair puis de Loretteville.

Alors, quand cet argument-là a été tassé, ils nous sont arrivés avec : Oui, mais il faut qu'il y ait de l'acceptabilité, il faut que les gens de Québec le veuillent, il faut que ce soit populaire. O.K. Sondage qui sort encore. Surprise, surprise pour les gens de la CAQ, bien, les gens de Québec sont favorables. Malgré la pandémie, malgré le télétravail, un appui fort et constant, un appui encore majoritaire. Alors là, évidemment, ouf! le gouvernement de la CAQ est un petit peu mal pris lorsque le sondage, pouf! Sort. Elle est encore favorable à travers le temps, un appui constant. Et là les gens d'affaires de Québec sortent. La table de concertation de quartier même de Cap-Rouge sort, puis ils disent : Bien, Mme la ministre, vous êtes notre élue à nous, là, défendez le projet. Vous ne pouvez pas être contre un projet qui vient dans votre comté.

Puis on n'a pas senti un appétit au sein, là, du caucus de Québec de la CAQ sur ce projet. On a surtout entendu à travers les branches que le ministre du Transport, lui, y croyait. Lui, il le disait, là, ouvertement, qu'il y croyait. Mais on a entendu, par contre, le shérif, ou le député de La Peltrie, dire à qui veut l'entendre : No way, tramway. No way, tramway. Là, je comprends qu'il ne sera pas à l'inauguration, là, il serait un petit peu gêné d'être là. Moi aussi, à sa place, si j'étais sur toutes les tribunes de radio pour dire «no way, tramway» puis que je ne crois pas à ça, bien, c'est sûr que je ne me présenterais pas pour aller couper le ruban. Ça, c'est correct. Mais il y a quand même un autre député, là, de la CAQ, là. Parce qu'on peut se poser des questions, là. Charlesbourg n'est plus là, puis le député de Charlesbourg, il l'a échappé. Il l'a vraiment échappé, le député de Charlesbourg, là. Bien, ce n'est pas la première fois qu'il échappe de quoi, là, on comprend, mais là il est député, puis, dans son comté, Charlesbourg, là, pouf! il n'a rien dit.

Moi, là... imaginez une seconde, là, c'est comme si moi, là, j'ai une ligne qui s'en vient dans Saint-Laurent, puis je m'écrase dans mon comté, puis je ne dis rien, je ne me lève pas pour mon monde dans Saint-Laurent. Les Laurentiens, là, aïe! ils vont être en beau fusil. Ils vont me dire : Aïe! on ne t'a pas élue pour tes beaux yeux, on t'a élue pour porter notre voix, on t'a élue pour dire que nous, on a des besoins. Je n'ai pas du tout entendu le député de Charlesbourg, pas une fois. Puis pourtant, habituellement, là, il est assez vocal. Je dirais même, là, que, quand il parle, on a tendance à l'écouter. Ça nous fait sourire. Mais là, c'est drôle, pas un mot.

Puis on nous dit : Bien, écoutez, le MTQ va s'en charger. O.K., mais encore. Ça laisse, là, une trame de fond avec un mautadit arrière-goût qui nous dit la chose suivante : Il y a eu de la chicane dans le caucus de Québec, de la grosse chicane. Il y en a qui ont crié plus fort que d'autres. Il y en a d'autres, là, qui n'ont rien dit, qui se sont plutôt écrasés. Mais, à travers tout ça, il y en a une, cheffe du caucus du Québec, c'est la vice-première ministre. Il a fallu attendre, là, que, finalement, ce soit le premier ministre du Québec qui intervienne dans ce dossier.

Là, on va parler de relance économique, mais avant de parler de ça, il y a quand même quelque chose de gênant : il y a 100 millions de dollars qui ont quand même été perdus. 100 millions de dollars, là, qui viennent d'où exactement? De nos impôts. Nos travailleurs qui se lèvent le matin, là, puis qui ont une ponction à chaque paie, ça s'en va dans le coffre du Trésor. Puis il faut faire attention à cet argent-là parce que 275 000 \$ par jour, bien, c'est une maison pour bien des Québécois. Puis, dans certains cas, avec la flambée des prix, là, ce rêve-là commence même à s'éloigner, là. Mais 275 000 \$, là, par jour, là, c'est énorme. Puis ça, c'est pour ça que je le répète, c'est pour le remettre en perspective, ça veut dire quoi, 275 000 \$. Pour bien des gens à Québec, c'est une maison, bien des gens ici. Bien des gens pour Charlesbourg, c'est l'équivalent d'une maison. Alors, aujourd'hui, on va en parler, de ça, puis on espère avoir des réponses, parce que les gens de Québec ont droit de savoir c'est qui qui a freiné ce projet-là puis pourquoi.

Puis la décision des banlieues nord, là, on est tous d'accord, mais encore. Là, on ne peut plus avoir, là, la cassette qui dit : Ça s'en vient, ça s'en vient, là. Ça fait trois ans, là. Ça va faire. Puis il faut se rappeler que le tramway, là, c'était un des engagements, là, quand même prioritaires de la CAQ. Dans les trois engagements prioritaires, il y avait le tramway. Bien, vous m'excuserez, on va aussi parler de l'engagement principal. Je vous annonce tout de suite mes couleurs, comme ça, vous allez avoir le temps de vous préparer. On va parler du troisième lien parce que, ça, c'était la promesse. On n'a toujours pas de tracé. La seule chose qu'on sait, c'est que ça s'en vient. On ne sait pas où, on ne sait pas quand, on ne sait pas combien, mais il doit s'insérer dans le tramway. Alors, parfait, déposez-le, votre tracé, puis dites-nous combien ça va coûter. Soyez transparents. Ça prend du leadership.

L'autre affaire, là, qui a été promise... puis là-dessus, je suis 100 % d'accord avec la députée de Jean-Talon qui a dit : À tout le moins, là — elle disait ça en entrevue en janvier — ça nous prendrait, là, un échéancier pour la tête des ponts. Ça, c'est l'autre engagement, là, parmi les trois principaux pour Québec, la Capitale-Nationale, la tête des ponts. Parfait. Il est où, l'échéancier? C'est quoi, le projet? Ça s'en va où? Parce que si vous me dites : C'est 2031, on est loin de ce que vous disiez en 2018. Alors, tout ça, M. le Président, on va devoir en parler.

Puis j'espère que la saga du tramway ne sera pas plus tard la saga du troisième lien, plus tard la saga de la tête des ponts. J'espère qu'on est capables, à Québec, d'avoir des élus qui osent — bien, je ne sais pas s'ils ont droit, là, parce qu'on a vu que, des fois, ils n'ont pas le droit de parler aux journalistes — mais qui osent quand même, là, parler au nom de leurs citoyens. Parce qu'on vient en politique d'abord et avant tout pour être leur porte-voix, pas pour entrer, là, docilement dans les rangs, puis ne rien dire, puis attendre, puis attendre. Parce que, sinon, ça veut dire qu'on laisse en plan nos propres citoyens, et ça serait très malheureux, surtout qu'ici, à Québec, il y a quand même plusieurs élus caquistes, ça serait le temps qu'ils se lèvent puis qu'ils nous donnent des explications.

Et je lui dis tout de suite, je la connais quand même bien, notre vice-première ministre, je l'invite à se gêner dans sa première minute avec ce qu'on entend souvent dans sa réponse en Chambre, au salon bleu. Si vous voulez,

là, vous pouvez dire 15 fois «les 15 années libérales». Comme ça, ça va être sorti de vos poumons. Vous allez pouvoir libérer, puis enfin vous allez pouvoir dire des vraies affaires, puis parler franchement sur les profondeurs.

• (10 h 20) •

Le Président (M. Allaire) : Merci, Mme la députée de Saint-Laurent. Ça termine votre premier 10 minutes. Votre réplique, Mme la ministre. La parole est à vous pour 10 minutes.

Réponse de la ministre

Mme Geneviève Guilbault

Mme Guilbault : Bien, M. le Président, écoutez, la députée de Saint-Laurent a mis la table à ma place, a mis la table à ma place, mais j'ai quand même des documents à l'appui de ce que je vais avancer, M. le Président.

Écoutez, je veux quand même la remercier parce que, quand j'ai appris, la semaine dernière ou au début de la semaine, cette semaine, je ne sais pas exactement quand, quand j'ai appris qu'il y aurait une interpellation sur la Capitale-Nationale, je vous le dis, là... puis je suis du genre à essayer de m'exprimer de manière, tu sais, appropriée, mais là je vais me permettre de dire: J'ai capoté, M. le Président. J'ai capoté quand j'ai appris ça parce que je me suis dit : Est-ce que je comprends bien qu'on s'en va parler pendant deux heures uniquement, toujours du même sujet de la Capitale-Nationale, qui est carrément un de mes sujets préférés, évidemment, qui est une de mes fonctions, mais je suis aussi, d'abord et avant tout, une citoyenne puis une fille de Québec? Et là, effectivement, on me confirmait que c'était ça, le projet. Ça fait que c'est comme un genre de cinq à sept, mais à 10 heures le matin, où on a juste un sujet de conversation, puis on parle de la même chose pendant deux heures, puis tout le monde est heureux d'être content.

Ça fait qu'écoutez, moi, d'abord, je remercie la députée de Saint-Laurent. Puis je lui ai déjà dit ça, en Chambre, d'ailleurs, quand elle a été nommée porte-parole, et là je le dis en tout respect de son collègue de Marquette qui l'a précédé au dossier, mais disons qu'avant son arrivée il n'y a pas grand monde l'autre bord, ici, qui m'a demandé grand-chose sur la Capitale-Nationale en deux ans et demi. Donc, ça aura pris deux ans et demi avant que le Parti libéral redécouvre qu'il existe quelque chose en dehors de Montréal. Mais mieux vaut tard que jamais, M. le Président. Et vraiment, depuis qu'elle a été nommée porte-parole, je pense même que je pourrais dire qu'on s'aime bien. En tout cas, moi, je l'aime bien. Et, bon, donc, c'est ça. Alors, assez de flagornerie, mais, bref, on est tous heureux d'être ici ce matin.

Et là la table a été mise, parce qu'effectivement on me parle de leadership, ou on n'en a peut-être pas encore parlé, mais j'ai entendu que c'était dans un avis de médias quelque part ou dans le titre de l'interpellation, je pense, le leadership. Elle a fait référence aux engagements de la CAQ, elle a dit que des choses étaient gênantes, etc. Ça fait que, si vous voulez bien, on va commencer par le commencement, M. le Président.

Moi, je suis arrivée comme ministre en octobre 2018. Avant ça, c'était, pendant 15 ans, le Parti libéral, avec petit passage très bref du Parti québécois au gouvernement, dans les 15, 16 dernières années, donc, mais mettons ça dans le même tas, là, parce que, de toute façon, c'était la même chose ici, dans la Capitale-Nationale, très peu de choses ont été faites, ça fait que, donc, avant notre arrivée.

Et là, quand je dis : Partons du commencement, pour nous, le commencement, c'est quoi? C'est la dernière élection, parce que c'est l'élection qui nous aura permis d'être élus au gouvernement. Et déjà, dans la dernière élection...

Une élection, c'est un exercice démocratique qui est quand même très, très, très important, là. C'est là que tu as l'occasion, comme parti politique, de te positionner sur une foule de choses, entre autres sur la Capitale-Nationale. Et nous, la Capitale-Nationale, à la CAQ, quand on était dans l'opposition puis depuis la fondation, ça a toujours été une région extrêmement importante pour nous, raison pour laquelle on est arrivés en élection puis on a dit : On ne va pas seulement dire que c'est important, puis faire des entrevues, puis dire ça dans les médias, puis finalement qu'il n'y ait pas plus de substance que ça à ce qu'on dit, on va camper clairement, substantiellement, tangiblement, matériellement nos engagements et notre vision pour la Capitale-Nationale dans une plateforme électorale on ne peut plus claire et complète. 20 engagements, qu'on a pris, très clairs, noir sur blanc, que j'ai ici et que je peux même déposer.

Même, j'aimerais ça qu'on me demande de le déposer pour que nos collègues de l'opposition puissent en prendre connaissance. Parce que, vous voyez, là, c'est ça, moi, je n'ai pas souvent de visuel, puis là, aujourd'hui, j'en ai un. Oui, mais moi, j'ai la version, là, cartonnée bleue, qui est belle, et tout ça. Et là il y a les 20 engagements là-dedans — donc là il y a mes signets, puis tout ça, parce qu'évidemment je l'ai potassé abondamment durant ladite campagne — mais donc notre cahier, notre cahier d'engagements pour la Capitale-Nationale, où il y a effectivement le soutien au projet de réseau de transport structurant, il y a le troisième lien, mais il y a une foule d'autres affaires, là-dedans, M. le Président. Parce que, oui, les projets de transport sont importants, mais il y a bien d'autres choses à faire dans la Capitale-Nationale, surtout qu'on arrivait après notamment quatre ans d'inertie, mais l'inertie s'enracinait bien avant ça. Donc, il y a cette plateforme-là.

Et, en contrepartie, quand on dit... Bon, le Parti libéral est ici ce matin, il dit : C'est important, la Capitale-Nationale, durant la même élection, je me souviens, moi, m'être souvent posé la question avec mes collègues candidats à l'époque, maintenant députés avec moi à Québec : Qu'en est-il du Parti libéral? Premièrement, est-ce qu'ils sont conscients que c'est intéressant d'avoir une plateforme pour une région importante comme la Capitale-Nationale? Si oui, où est cette plateforme? Puis là, à force qu'on en parle, je me souviens, dans la dernière élection, on disait souvent : Ça n'a pas de bon sens, le Parti libéral, ils sont donc bien déconnectés. Ils sont arrivés, un peu in extremis, à un moment donné, en campagne, avec quelque chose. Probablement qu'ils se sont dit : Aïe! C'est vrai que ça n'a

pas de bon sens. Et là on a eu ça ici, là. Vous voyez? Ça, c'est la plateforme libérale de la dernière campagne électorale. C'est une feuille, recto seulement, deux tiers de page. Puis il y a de l'espacement, là. Puis, la police, tu sais, je n'ai pas rapetissé la police parce que j'ai dit, là : Coudon, il faut toujours bien qu'il y ait quelque chose sur la feuille. Ça fait que ça, c'est la plateforme électorale du Parti libéral en 2018.

On connaît le résultat de la dernière élection. Bon, est-ce que c'est lié à la disparité flagrante entre la hauteur des engagements et de l'envergure des plateformes respectives? Ça, ça serait les citoyens qui votent qui pourraient nous répondre, mais, chose certaine, je pense que, déjà là, ça démontrait bien l'océan de différence d'importance qu'on peut accorder, au Parti libéral versus à la CAQ, pour la région de la Capitale-Nationale.

Et ça donnait le ton, la suite nous l'a prouvé, ça donnait le ton pour la suite, parce que, donc, là on a eu l'extrême privilège d'être élus au gouvernement, et je suis arrivée comme ministre de la Capitale-Nationale en octobre 2018, oui, moi comme ministre, mais surtout avec mes huit collègues, on est neuf députés. En fait, à l'époque, on était huit, et la députée de Jean-Talon s'est ajoutée, en décembre 2019? Oui, j'étais enceinte, ça fait que décembre 2019, après un an de présence au gouvernement, après un an déjà où on avait fait énormément de choses dans la Capitale-Nationale. Et il y a une élection partielle dans ladite Capitale-Nationale et on la gagne. Donc, M. le Président, déjà, ça nous confirmait qu'on était... pas parfaits, on n'est jamais parfaits, il y a toujours d'autres affaires qu'il reste à faire, mais probablement qu'on ne faisait pas une si pire job que ça si on a remporté une élection partielle dans la Capitale-Nationale un an après notre arrivée. Et donc, maintenant, on est neuf avec ma chère amie de Jean-Talon, et donc on travaille hyperfort.

Qu'est-ce que j'ai fait, moi? Quelle a été ma première action, une de mes premières actions comme ministre responsable de la Capitale-Nationale? Premièrement, j'ai constaté l'ampleur de l'inertie qui m'avait précédée. Moi, je suis arrivée... M. le Président, là, il faut quand même le dire, là, il y avait eu trois ministres dans le précédent gouvernement libéral, trois ministres différents de la Capitale-Nationale qui se succédaient. Ils ne savaient pas trop, pas le temps de ne rien faire, ça... fantomatique un peu, quatre années d'austérité, un rapport dévastateur du Vérificateur général sur la gouvernance de la Commission de la capitale nationale qui était sous l'administration du gouvernement libéral pendant quatre ans.

Il y avait des déboires, une inertie totale pour la phase III de la promenade Samuel-De Champlain. Je ne sais pas si la députée de Saint-Laurent connaît ce projet-là, sinon je l'invite à se pencher là-dessus parce que ça, ça avait été fait dans la foulée du 400e de Québec, et la phase III a toujours niaisé avec le gouvernement libéral. Jamais personne n'a été capable de la livrer. Puis je me souviens, à l'époque, Sébastien Proulx, qui était ministre de la Capitale-Nationale, on lui disait : Pourquoi ça n'avance pas, la phase III? Il disait : C'est plus compliqué que tu penses. Ce n'est pas si facile que ça a l'air. Ça fait que, bon, on fait ce qu'on peut, mais ce n'est pas facile. Puis, bon, on n'est pas capables. C'était ça, la réponse.

Puis vous savez quoi? Il avait raison. Il avait totalement raison, mon prédécesseur, de dire que c'était extrêmement compliqué. C'est lourd. Plus d'une trentaine d'ententes qu'il fallait conclure pour la promenade Samuel-De Champlain, entre autres avec le fédéral. On sait comment ça peut être long et lourd, des fois, avec certaines... ces organisations indépendantes au fédéral. Pas juste au fédéral. Des fois, c'est des grosses organisations, et tout ça. Les gros projets, ça peut être très, très, très compliqué, et il avait raison de dire que c'était extrêmement compliqué.

Qu'en est-il? On l'a fait, nous, M. le Président. Là, où ils ont échoué pendant quatre ans, nous, on l'a fait. Un an, un an et demi, c'était réglé. Au premier crédit de la Capitale-Nationale, on s'apprêtait à signer les dernières ententes pour faire avancer 171 millions pour la phase III de la promenade Samuel-De Champlain. Peut-être que la députée, quand on aura le droit cet été, pourra venir s'y promener avec moi. Si les poussettes ne la dérangent pas, on pourrait aller se promener tout le monde ensemble. Et donc, c'est ça. Mais alors bien d'autres choses.

Le troisième lien, on pourra en reparler, là, je vois le temps qui avance. Le troisième lien, absence totale de volonté du Parti libéral de faire avancer le troisième lien. Ambiguïtés, ambivalences. Comment s'en sortait-il? Bien, il dit : On étudie cinq scénarios, dont un à l'ouest, carrément collé sur les deux ponts actuels. Pourquoi ne pas faire un troisième pont à la même place pour être sûr de ne pas désengorger? On va étudier un scénario à la même place que les deux autres. Ça fait que, là, on étudiait des scénarios, on ne savait pas trop. J'ai entendu dernièrement la députée de Saint-Laurent dire au maire de Lévis qu'elle appuyait le troisième lien, apparemment. Je ne sais pas si sa cheffe est au courant, je ne sais pas si son caucus est au courant, on va les laisser se démêler entre eux, mais l'ambivalence du Parti libéral sur le troisième lien est légendaire ici, à Québec. Or, nous, qu'est-ce qu'on fait? Premier budget, 325 millions, plans et devis, on avance, on y va. Et donc, c'est ça.

L'EBI... Je vais revenir un bloc sur le tramway au complet parce que, là, j'y vais en rafale, là, mais le tramway mérite au moins un bloc au complet pour parler, entre autres, de l'EBI, un autre succès de mon prédécesseur ministre responsable de la Capitale-Nationale.

Je vais terminer avec Cartier-Roberval. Cartier-Roberval, là, c'est quelque chose qui est méconnu, mais c'est un site historique extrêmement important à Québec, qui se trouve à être dans Louis-Hébert en plus, ça fait que je le connais très bien, qui était en décrépitude totale, complet désintérêt des députés libéraux à l'époque pour ce site-là qui était en train de se dégrader, des trouvailles historiques. Je suis certaine que la députée de Taschereau est d'accord avec moi que c'est très important... c'était très important de stopper la dégradation de ce site-là puis de le remettre en valeur. Décembre 2018, un mois et demi après mon arrivée, j'annonce 8,4 millions pour sauver le site Cartier-Roberval. Et je pourrai le décliner comme ça encore longtemps, je le ferai dans les prochains blocs.

Le Président (M. Allaire) : Merci, Mme la ministre.

Argumentation

Alors, on débute la première série d'interventions. Qui va débiter? Mme la députée de Saint-Laurent. Allez-y, la parole est à vous, cinq minutes.

• (10 h 30) •

Mme Rizqy : Merci beaucoup, M. le Président. 10 minutes et... La vice-première ministre avait 10 minutes pour répondre à mon premier bloc, qui était essentiellement sur le tramway, et c'est à 9 min 20 s que le mot «tramway» est arrivé. Je sais que ma collègue la députée de Taschereau est superbonne à faire des vidéos pour justement démontrer la pertinence de certaines réponses. Peut-être que ce sera l'objet d'une nouvelle série, cette interpellation, parce que, moi, mon premier bloc, ma première question était sur les réponses que les gens de Québec méritent d'avoir par rapport à la saga du tramway, pour savoir exactement qui a bloqué. Est-ce que c'est à Charlesbourg qu'il y a eu un problème? Ou est-ce que c'est le député de La Peltrie? Il y a quand même 100 millions de dollars, là, qui sont en jeu. Puis c'est à 9 min 20 s que, oups! elle a vu le temps puis elle a fait : Ah! il faut que je parle du tramway. Puis elle s'est dit : Bien, je vais revenir au prochain bloc et...

Tu sais, c'est aussi, là, important, là, nos échanges, puis de voir une interpellation... Puis j'ai beaucoup de respect envers la vice-première ministre quand elle dit... Je l'aime, là, pour vrai, là, je trouve que c'est une femme intelligente. Puis c'est pour ça que j'ai de la misère à croire qu'elle peut penser que c'est comme un genre de 5 à 7 le matin, une interpellation. C'est bien au-delà de ça, là, c'est... L'objectif, c'est d'avoir des réponses dans tout ça. Là, je comprends que je n'ai pas de réponse sur...

Puis je comprends, c'est sûr, là, que c'est difficile pour elle, ce matin, de dire : Bien, écoutez, finalement, c'est vrai, l'histoire de «No way, tramway», puis je n'ai pas été capable de raisonner le député de La Peltrie. C'est vrai, finalement, la guéguerre avec le député de Charlesbourg, puis elle avait encore une petite... elle avait une petite crotte sur le coeur encore, plusieurs années plus tard, avec son... le maire de Québec, puis c'est pour ça que ça a traîné, puis qu'elle, elle n'était pas capable d'asseoir son leadership, puis que, finalement, il a fallu que le premier ministre intervienne pour calmer le jeu à travers le caucus de Québec. Mais, tu sais, l'objectif de cette interpellation, c'est de parler aussi de la suite des choses.

Puis, oui, moi, je l'ai lu. Je n'ai pas, évidemment, imprimé, comme vous, en couleur, laquée, la version la plus épaisse. J'ai pris le papier, là, recyclé. Ça fait mon affaire, là, mais là-dedans, il y a des engagements. Puis, par exemple, là, si vous êtes capable de me répondre pour l'échéancier. Tant qu'à nous déposer des documents aujourd'hui, déposez-moi l'échéancier pour la tête des ponts. C'était une des demandes, d'ailleurs, qui a été faite par votre collègue la députée de Jean-Talon. C'est dans une entrevue qu'elle a accordée, *Le Journal de Québec*, à Marc-André Gagnon. Elle a dit : À tout le moins, ça nous prendrait l'échéancier pour la tête des ponts. Puis je suis d'accord avec elle, à tout le moins. Parfait, déposez-le-nous, votre échéancier.

À tout le moins, déposez-nous aussi l'échéancier pour le troisième lien, parce que ça fait partie de vos engagements prioritaires. Dans ce document-là... Puis j'ai pris la peine de le lire. Je vous rassure tout de suite, je l'ai lu comme il faut, votre document, puis je vous poserai d'autres questions là-dessus.

Aussi, si vous êtes capable tout de suite de nous dire c'est quoi, vos orientations sur la pénurie de main-d'oeuvre à Québec. Parce que la relance économique, il va falloir s'assurer qu'il y ait des gens... Puis on s'est parlé, vous et moi, sur ce sujet. Vous le savez, on a toujours, là, à Québec, là, le grand défi d'attirer des gens pour venir nous donner un coup de main. Et que ce soit dans les gens, là, de la restauration, le secteur hôtelier, ici, là, c'est un enjeu qui persiste. Il y a aussi la question au niveau de l'agriculture. On a un problème de main-d'oeuvre. Et c'est là que j'ai besoin peut-être de vous entendre là-dessus.

Est-ce que vous êtes capable de nous déposer un plan pour la relance économique de Québec, la Capitale-Nationale? Puis il y a aussi la chambre de commerce, là, vous l'avez sûrement lu, Mme la vice-première ministre, la Chambre de commerce de Lévis qui demande aussi ce plan. Eux autres aussi, ils ont compris qu'il y avait une interpellation ce vendredi. Ils ne l'ont pas vue comme un 5 à 7, cette interpellation, au contraire, ils ont décidé d'écrire puis de dire : Bien, ça nous prendrait une vision. Puis cette vision, là, c'est à vous de la porter, à titre de vice-première ministre, mais aussi la chef du caucus de Québec, puis de dire : Bon, on a eu une pandémie, mais on est conscients que malgré la pandémie, bien, le taux de chômage, là, est revenu, là, à 4,1 %, là. C'est assez exceptionnel, là, à Québec, là, puis c'est beau. On sait, là, que, si... on est capables de trouver des bons emplois, à Québec. Mais le problème que nos entreprises ont, c'est d'avoir de la main-d'oeuvre. Alors, je ne sais pas si vous êtes capable, dans le prochain bloc, d'être capable juste de nous déposer votre plan pour la relance économique, attraction de main-d'oeuvre.

Si vous êtes capable de faire ça, là, je vais dire : Bon, au moins, là, on a avancé, c'est moins partisan, on est capable de répondre aux questions des citoyens. Puis, si vous n'avez pas beaucoup de considération, là, pour... mettons... puis je sais que, des fois, ça peut être fatigant, des échanges comme ça, mais il y a des gens, quand même, pour de vrai, qui nous écoutent. Puis il y a aussi des journalistes qui nous écoutent, puis ils aimeraient ça, peut-être, eux autres, avoir des réponses pour dire aux gens : Voici, les gens de Québec, il y a du leadership, finalement, on en a trouvé, puis, oui, il y a un plan de relance économique, oui, on va être capable d'attirer de la main-d'oeuvre, puis, non, les agriculteurs puis les gens de l'hôtellerie puis de la restauration ne seront pas en reste.

Le Président (M. Allaire) : Merci, Mme la députée de Saint-Laurent. On poursuit la première série d'interventions. Mme la ministre, cinq minutes.

Mme Guilbault : Oui. Merci beaucoup. Bon, alors je comprends que c'est un peu, peut-être, inconfortable, ce matin, ou disons que ce n'est peut-être pas ce qu'ils avaient pensé, parce que c'est toujours hasardeux pour le

Parti libéral de gratter le dossier de la Capitale-Nationale. Je pense que tout le monde sait, chez eux, incluant la députée de Saint-Laurent, qu'ils n'ont rien fait et qu'ils ont un bilan nul dans la Capitale-Nationale, au moins pour les quatre années qui ont précédé notre arrivée. C'est peut-être pour ça qu'avant elle personne n'a trop osé s'aventurer, en disant : On ne fera pas exprès de se faire remettre sur le nez que nous-mêmes, on ne faisait rien. Ça fait que, là, laissons ça comme ça puis laissons les choses aller, de toute façon, on n'a pas de député à Québec, puis... pas plus important que ça. Ça fait qu'il y a ça, mais en même temps, la députée est aventureuse.

Ça fait que possiblement qu'elle aime se frotter au dossier en se disant : On va quand même y aller. Puis là elle avait trouvé l'os du tramway pour dire : On va questionner puis on va requestionner le tramway, puis là, bien, c'était... ça n'en finissait plus, ça n'a pas de bon sens, la CAQ n'est pas capable de livrer ce projet-là, on prenait en pitié le maire qui disait : Ça n'a pas de bon sens. On m'a même accusée de me battre, son collègue de Pontiac, qui se faisait une fierté de dire : C'est la première fois que je vois une députée qui ne défend pas sa circonscription. On me prenait... puis elle l'a fait tout à l'heure, là, la revue de presse. Tu sais, je comprends qu'elle prend les revues de presse, là, mais, je veux dire, il y a la revue de presse puis il y a la réalité des dossiers qui avancent dans les bureaux, là, et on a toujours fait la différence entre les deux.

Donc, elle me dit : Dans les revues de presse, il y a ci, il y a ça. Mais la réalité, M. le Président, c'est qu'elle a demandé cette interpellation-là avant de savoir qu'on avait réglé le dossier du tramway, mais là elle se retrouve ici ce matin, puis là, bien, elle me sort un tableau, elle me sort des affaires, les citoyens, le conseil de Cap-Rouge, mais la réalité, c'est que le dossier du tramway, il est réglé.

Puis ce que je trouve bizarre, c'est que, dans son tableau puis sa revue de presse, il ne semble pas y avoir les titres de cette semaine où le maire Labeaume dit en toutes lettres : On s'est entendu avec le gouvernement, ou de la semaine précédente quand j'ai rencontré le maire Labeaume avec mon collègue ministre des Transports, rencontre à la suite de laquelle le lendemain il y a eu un déblocage majeur dans le dossier. Et là aussi c'était dans les journaux. M. Labeaume, quand il nous a quittés, mon collègue des Transports et moi, a fait une courte déclaration, a dit : Bien, ça s'est bien passé, puis tout ça, tout le monde travaille fort.

Et là ces titres-là, elle ne m'en parle pas ce matin. Pourtant, elle devrait être contente de lire ça dans les journaux. Si elle a une sincère préoccupation pour l'avancement du projet de réseau de transport structurant à Québec, elle devrait, elle aussi, capoter en lisant un matin que le maire Labeaume et le gouvernement de la CAQ se sont entendus pour un projet de tramway à Québec. Mais elle ne nous fait pas part de ces états d'âme là.

Puis je ne sais pas pourquoi, M. le Président, parce que, si on dit : On ne veut pas faire de partisanerie, on veut le bien des gens de Québec... Le bien des gens de Québec, c'est d'avoir un gouvernement, un caucus, une ministre responsable de la région qui est capable de dire : Oui, ça prend un projet, mais ça prend le meilleur projet. Avec ses huit collègues, là, nous, là, les neuf députés de Québec, on représente l'entièreté de ce qui est à l'extérieur du centre-ville de Québec, et c'est notre travail, comme gens payés avec les fonds publics, de s'assurer que les banlieues, c'est-à-dire les gens qui habitent en dehors, disons, des circonscriptions de Taschereau et de Jean-Lesage, sont aussi desservies par le projet de réseau de transport structurant. Et c'est très exactement l'objectif qu'on a réussi à atteindre en collaboration avec la ville de Québec, avec mon collègue des Transports, avec mes huit collègues députés. Et donc c'est un succès, cette affaire-là.

Là, évidemment, ça fait bizarre de parler de ça ce matin parce qu'on n'a pas fait l'annonce encore comme telle. Et elle aura l'occasion de voir le tracé. Mais je peux vous dire une chose, M. le Président, j'ai hâte de voir ce qu'elle va trouver à redire là-dessus quand elle va voir notre annonce et qu'elle va s'apercevoir qu'on a réussi à atteindre l'objectif qu'on s'était fixé en toute harmonie et en toute préoccupation, souci du bien-être de toute la grande région de Québec, et on inclut la rive sud là-dedans, rive sud qui a toujours fait l'objet d'un désintérêt total de la part du Parti libéral aussi. Mais nous, on trouve ça important. Elle semble avoir découvert le maire de Lévis aussi dernièrement. Bien, tant mieux, tant mieux. Pourquoi le Parti libéral ne s'est jamais intéressé aux choses avant aujourd'hui, tu sais?

Ça fait que donc, M. le Président, elle arrive aujourd'hui à son interpellation pensant pouvoir nous faire des cinq minutes en cinq minutes sur le dos du tramway, mais le tramway est réglé. Ça fait que c'est bien embêtant pour elle, mais, en même temps, réjouissons-nous tous puis disons-nous que c'est une bonne chose pour tout le monde, incluant pour les gens de Montréal, apparemment, d'avoir un beau projet de réseau de transport structurant à Québec. Et ça, c'est grâce à la CAQ, parce que l'entente qui avait été négociée par le précédent ministre libéral de la Capitale-Nationale avec le gouvernement fédéral aurait condamné Québec, tenez-vous bien, à avoir seulement 400 millions du gouvernement fédéral, ce qui est insignifiant pour financer un projet de cette envergure-là, et grâce à nous on a obtenu 1,2 milliard du fédéral, M. le Président.

Le Président (M. Allaire) : Merci, Mme la ministre. On poursuit les interventions avec le parti gouvernemental. M. le député de Portneuf, vous avez cinq minutes.

• (10 h 40) •

M. Caron : Merci, M. le Président. Très heureux, moi, finalement, de cette interpellation de ce matin. Souvenez-vous, Mme la députée de Saint-Laurent, de ce slogan, *On va se parler des vraies affaires*, parce que ce matin j'ai envie qu'on s'attarde un petit peu sur notre capitale nationale, qui mérite bien qu'on le fasse. Cinq minutes par bloc, ça ne sera pas assez, forcément, pour vous parler de tout ça.

Je vous entends parler, bien entendu, du projet du tramway, mais, depuis que vous êtes responsable du dossier de la capitale nationale, jamais je ne vous ai entendue parler des deux comtés qui la juxtaposent, Portneuf et Charlevoix—Côte-de-Beaupré. Je suis très fier aussi d'intervenir à titre de président du caucus de la Capitale-Nationale,

justement un caucus soudé avec des députés et des ministres qui sont absolument ancrés sur le terrain et qui sont connectés à la population. Je suis fier d'être l'animateur de ce caucus, justement, qui est fort, qui est déterminé et qui prend le temps de discuter des enjeux importants. Contrairement à ce que la députée de Saint-Laurent affirme, les discussions chez nous, bien, elles peuvent se passer à l'interne, et on discute des dossiers, on fait progresser les dossiers, d'où l'annonce prochaine qui aura lieu à propos du tramway de Québec à notre grande satisfaction.

J'aime ce caucus de la Capitale-Nationale parce que, justement, contrairement à ce qu'on pouvait voir par le passé, les députés qui sont plus des députés de la ville de Québec ou des alentours comprennent les réalités des députés de Charlevoix—Côte-de-Beaupré ou les députés de Portneuf, et tous ensemble... et, également, les députés des deux comtés aux extrémités comprennent aussi les réalités des députés en fonction ici, dans la ville de Québec ou à proximité.

Permettez-moi, M. le Président, de faire un petit bond en arrière de 20 ans, lorsque je me suis installé au Québec, précisément dans Portneuf, parce que j'ai choisi Portneuf, et le constat n'a pas été long pour moi, je me suis... je n'ai pas tardé, plutôt, à faire un constat rapide, je me suis rendu compte à quel point Portneuf manquait d'ambition. C'est ce qui m'a finalement amené en politique, parce que je me suis dit qu'il fallait faire quelque chose, et je me suis creusé la tête : Pourquoi Portneuf manque d'ambition? Eh bien, tout simplement parce que Portneuf avait été oublié par le passé, Portneuf ne faisait pas partie de l'équation Capitale-Nationale. On avait l'impression à l'époque, avec le précédent gouvernement, que la Capitale-Nationale, finalement, se terminait à Saint-Augustin-de-Desmaures ou à Beauport, mais on n'avait pas de champ élargi, champ de vision élargi. Donc, j'inviterais la députée de Saint-Laurent, qui a une allure sportive d'ailleurs, à venir visiter un petit peu à la fois la région de Portneuf, à la fois la région de Charlevoix—Côte-de-Beaupré pour voir à quel point les réalités peuvent être différentes.

Vous parlez depuis tout à l'heure de leadership. Je vais vous donner pour exemple un dossier qui m'a profondément agacé par le passé, le dossier de l'Hôpital régional de Portneuf. À l'époque, des gens s'étaient mobilisés. La fondation des services sociaux de Portneuf s'était mobilisée pour amasser 1 million de dollars. Ce million de dollars servait à équiper l'Hôpital régional de Portneuf d'un appareil médical qu'on appelle communément un TACO. À l'époque, le ministre de la Santé de l'époque était venu dans Portneuf. Il nous avait regardé dans les yeux en nous disant globalement : Expliquez-moi de quoi vous avez besoin et je vais vous expliquer comment vous en passer.

Eh bien, nous, quand nous sommes arrivés au pouvoir, Mme la députée de Saint-Laurent, M. le Président, on a réalisé ce projet très rapidement. On est allé même au-delà de ce qui avait été envisagé à l'époque. On a aménagé, réaménagé plutôt, un étage à l'Hôpital régional de Portneuf, on a créé une nouvelle urgence, on a créé un centre d'hémodialyse, on a créé un centre d'unité de chimiothérapie. Et tous ces travaux sont encore en cours, mais le secteur du TACO est déjà en application. Donc, en fait, des dossiers qui tardent, qui tardent à être mis en place. Pour quelle raison, M. le Président? Parce que, justement, par le passé il y avait un manque sérieux de leadership.

Je reviendrai un peu plus tard sur un autre dossier parce que je vois qu'il y a 30 secondes qui me sont permises encore, mais sur un autre dossier qui est le dossier des inondations. Toujours à Saint-Raymond-de-Portneuf, à l'époque où, oui, des crédits étaient débloqués pour qu'on puisse multiplier les études, mais jamais les deux ministères ne se parlaient, le ministère de la Sécurité publique et le ministère de l'Environnement, on a réussi, nous aussi, lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, à mettre en phase toutes ces actions pour qu'on puisse poser des gestes concrets. Donc, j'aurai l'occasion d'y revenir au prochain bloc qui me sera accordé, M. le Président. Merci beaucoup.

Le Président (M. Allaire) : Merci à vous, M. le député de Portneuf. On débute la deuxième série d'interventions. M. le député de Marquette, la parole est à vous pour cinq minutes.

M. Ciccone : Merci beaucoup, M. le Président. Bonjour à tous. Je suis content de voir que la vice-première ministre a été contente de passer un beau six mois avec moi. Je comprends qu'on n'a pas fait de grandes choses, mais si le coronavirus, la pandémie est bonne pour tous les maux de la CAQ présentement, c'est également la situation aussi. C'est difficile de faire du terrain, c'est difficile de travailler sur certains dossiers. Cependant, on a fait un bout de chemin.

Je comprends que... On a des questions à poser, je comprends que ce n'est pas évident non plus d'y répondre aussi en ce moment parce qu'on veut attendre des grandes annonces, on veut faire ça de belle façon. Mais moi, j'aimerais vraiment, avec cette pratique démocratique aujourd'hui, d'être capable d'entendre vraiment ce que la vice-première ministre a à dire. Parce que, vous savez, je suis issu de la communication également, M. le Président, et le principe numéro un en communication, là, c'est : Quand qu'on n'a pas de contenu, on va embellir le contenant. Puis c'est ce que j'ai entendu depuis les 30 quelques minutes, depuis le début. On voit une vice-première ministre qui met énormément d'énergie à lancer son fiel sur les autres... sur les oppositions, sur les autres groupes. J'aimerais qu'elle mette autant d'énergie à lancer son fiel, M. le Président, à régler, justement, les dossiers et à faire avancer les dossiers, ça avancerait un peu plus vite.

Contrairement à ce que la ministre peut dire, on est contents, là, que ça soit vraiment... que ça soit débouché avec le tramway. Cependant, il y a des questions qui se posent. Il y a des questions qui se posent parce que, un, on a retardé le projet. Ce n'est pas gagnant dans ce temps-là. On a vu le ministre des Finances qui nous annonçait, pas plus tard qu'hier, une hausse des prix. On pense à la croissance économique, mais, en même temps, on sait que l'inflation est forte présentement. On sait que le prix des matériaux a augmenté considérablement. Alors, je veux dire, est-ce que ça va être le même budget? Est-ce qu'on va garder encore le 3,3 milliards de dollars, mais on va réduire? C'est qui qui... Est-ce qu'on va en avoir autant pour notre argent? Puis je pense que c'est des questions légitimes.

Puis je fais un parallèle avec le troisième lien, M. le Président, parce que, justement, pour retarder le projet du troisième lien, mais on voulait accorder les deux avec le tramway. Je comprends, c'est une tactique, là. Ça, je

comprends ça. Parce qu'on commence à réaliser, du côté de la CAQ, qui était la promesse, la promesse dans la Capitale-Nationale de... la première promesse, troisième lien, deuxième promesse pour l'Est du Québec, c'était le troisième lien, la troisième promesse pour garder un collègue de La Peltrie, c'était justement le troisième lien. Parce que moi, j'aimerais ça, le garder, le député de La Peltrie, qui a mis son siège en jeu, justement, sur le troisième lien. Alors, il faut faire un parallèle entre les deux.

On était supposé... on s'était engagé, du côté du ministre, à déposer son plan au printemps 2020, ça n'a pas été fait. Après ça, bien, ça a été annoncé pour l'automne 2020. Ça n'a pas été fait. Maintenant, en décembre, il a déclaré qu'il ne serait pas en mesure de respecter ses engagements. Là, il reste un an et demi avant la prochaine campagne électorale. Il y a du laxisme, évidemment. En 18 mois, on ne voit pas comment... personnellement, à moins qu'on fasse une pelletée de terre, là, vraiment symbolique, là, juste pour dire qu'on l'a fait, pour dire qu'on va sauver la job du député de La Peltrie. Mais moi, j'ai des questions puis j'aimerais vraiment qu'on s'y attarde puis que la ministre puisse répondre à mes questions.

On comprend maintenant que c'est le MTQ qui va s'occuper de coordonner les désertes des banlieues. Il y a un bureau de projet qui est là. Moi, si vous me donnez le choix... Je pense que le bureau de projet est là depuis le début. Pourquoi le MTQ? J'aimerais avoir des détails à ce niveau-là. La vice-première ministre, le ministre des Transports, les députés de Charlesbourg, Chauveau déchiraient leur chemise pour desservir les banlieues. Là, ce qu'on semble voir avec la fameuse colonne vertébrale, on réduit la colonne vertébrale vers les banlieues, à moins qu'on nous annonce quelque chose d'extraordinaire. Mais, habituellement, on laisse couler des choses dans les médias pour tenter d'aller chercher le pouls de la population. Encore une tactique de communication. Ça, ça vient de mes 18 ans de communication, je comprends ça, M. le Président.

C'est quoi le budget final pour le tramway? Également, on ne sait pas encore ce que la CAQ souhaite faire pour les banlieues ni pour le troisième lien, puis à quel moment la ministre s'engage à annoncer les détails du troisième lien. Je pense que ce sont des questions légitimes. Encore une fois, je comprends le principe numéro un, quand on n'a pas de contenu, on embellit le contenant, mais j'aimerais avoir du contenu de la vice-première ministre. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Allaire) : Merci à vous, M. le député de Marquette. On enchaîne avec Mme la ministre. La parole est à vous.

• (10 h 50) •

Mme Guilbault : Oui. Merci, M. le Président. Bien là, coudon, j'ai quasiment pitié du député de Marquette qui dit que ce n'était pas facile d'avoir du temps puis de l'attention pendant la pandémie, puis qu'il s'excuse quasiment de ne pas avoir assez parlé de la Capitale-Nationale avant sa collègue de Saint-Laurent. Mais on ne lui en tient pas rigueur, M. le Président, on l'aime beaucoup, là. La question n'est pas là. Puis j'espère que tout le monde sait qu'on s'aime quand même. Mais, je veux dire, à un moment donné, si quelque chose ne t'intéresse pas, peut-être que ça ne te vient pas à l'esprit d'en parler. C'est normal. Mais, bon. Mais on n'est pas pires amis, et donc, aujourd'hui, on est là puis on peut en parler. Puis on peut bien reparler du tramway.

Il me dit, à la fois : Je comprends que c'est difficile, je comprends qu'on va attendre les annonces, ça fait que c'est normal que vous ne puissiez pas m'en parler, tout en me posant après ça une série de questions puis en me demandant de répondre à ce dont il m'a déjà dit qu'il comprend que je ne peux pas répondre. Ça fait que, bon, je vais répéter un peu la même chose, mais l'important, l'important, puis, oui, il y aura une annonce plus tard avec les montants, le tracé, bon, plus de détails, et les ajouts, les modifications qu'on aura fait au projet final par rapport à la dernière mouture présentée par la ville en juin dernier, mais l'important, M. le Président, puis je vais y revenir, c'est que le dossier, il est réglé, il est réglé, il est réglé. Ça fait des jours, semaines, que la députée de Saint-Laurent essaie de s'arracher des minutes de gloire sur le dossier du tramway, et là, aujourd'hui, ils se retrouvent ici, elle et son collègue, un peu le bec à l'eau parce qu'ils ont callé l'affaire avant de savoir que c'était réglé. Ça fait que, là, ils nous disent : Bon, bien, en tout cas, c'est plate que ça n'ait été plus vite. On n'en sait pas plus. On a hâte de savoir. Bien oui, mais vous regarderez l'annonce quand elle va se faire. L'important, c'est que le dossier, il est réglé.

Puis je répète, s'ils ont envie d'aller voir les titres des derniers jours dans les grands journaux, où le maire de Québec lui-même fait certaines déclarations à l'effet... et je dirais même que son non verbal s'ajoute à son verbal à l'effet qu'il est très heureux que le gouvernement et lui se soient entendus, et sa ville, se soit entendus pour un projet duquel tout le monde se réjouit. C'est ça, l'important, M. le Président.

Il fallait trouver un projet qui allait chercher un certain consensus, qui allait chercher l'assentiment de tout le monde à Québec, qui allait chercher la vision régionale qu'on a toujours eue. Moi, comme ministre responsable de la Capitale-Nationale, j'ai toujours eu une vision régionale du développement, une vision inclusive du développement, de Portneuf à Charlevoix. Je me plais à le répéter tout le temps, sur toutes les tribunes, parce que les extrémités ont été oubliées, comme le reste, par le précédent gouvernement libéral. Et d'inclure la Rive-Sud, là-dedans, c'est ça, avoir du leadership, M. le Président.

Ce n'est pas faire un point de presse puis dire aux journalistes : Tel ministre n'a pas de leadership. Puis, bon, on a hâte de voir ce qu'elle va faire pour montrer qu'elle a du leadership. C'est de prendre un dossier. Premièrement, c'est d'avoir une vision, d'être capable de l'exposer clairement, de l'exposer matériellement, tangiblement, avec des engagements clairs, 20 engagements clairs. Ça, c'est d'avoir une vision. Et donc, ça, c'est l'avant-goût du leadership. Mais la validation du leadership se fait par la capacité à livrer les projets puis la vision que tu as mise de l'avant durant une campagne électorale, en l'occurrence en politique ou quel que soit le gestionnaire ou le leader dont on parle dans son secteur d'activité. C'est ça, du leadership, M. le Président.

C'est de prendre un dossier, c'est de prendre une région, c'est de prendre un secteur d'activité qui a été laissé en plan par la personne avant toi, puis ça, c'était effectivement le cas par le précédent, les précédents ministres libéraux qui n'ont absolument rien fait. Pas de projet, pas d'argent à Québec. Je vais revenir plus tard sur les budgets du Secrétariat de la Capitale-Nationale, M. le Président. Tenez-vous bien.

Mais, là, je vais finir. Je vais finir encore sur le tramway parce qu'effectivement c'est très important. Mais le leadership, c'est quoi? C'est ça. C'est d'arriver puis de dire : Nous autres, là, ça va être fini l'inertie. Ça va être fini de dire : Il n'y a jamais une cent pour Québec nulle part. Tout va à Montréal. Il n'y a rien d'autre ailleurs. C'est comme si... C'est comme si ça n'existait pas. C'était ça, Québec, avant qu'on arrive. Et c'est d'être capable de dire : Voici ce à quoi je m'engage pour notre Capitale-Nationale parce que c'est important et, ensuite de ça, d'avoir la chance d'être au gouvernement et de dire : Voici comment je vais m'y prendre pour livrer les engagements que j'ai pris envers vous avec mes huit collègues de la Capitale-Nationale. Et, M. le Président, on est à près de 90 % des engagements soit réalisés ou en cours de réalisation. On vient de s'entendre sur le réseau structurant — on avait déjà 1,8 milliard de toute façon noir sur blanc dans le premier budget; on a débloqué le financement fédéral, qui avait été dangereusement mal attaché par le précédent gouvernement, qui faisait en sorte qu'à part Montréal, il n'y a pas une seule région au Québec qui aurait eu une cent significative dans cette enveloppe-là fédérale.

Mais ça, ça n'a pas l'air non plus de déranger la députée de Saint-Laurent. Pourtant, je sais très bien qu'elle comprend les modalités de cette mauvaise entente là que son gouvernement avait conclue. Mais ça non plus, elle n'en parle pas. Bon, on comprend pourquoi, mais elle devrait peut-être avoir le courage d'en parler puis d'admettre que son précédent gouvernement a sacrifié les intérêts de la Capitale-Nationale dans ses ententes sur le transport avec le fédéral.

Le Président (M. Allaire) : Merci. Merci, Mme la ministre. Ça termine votre cinq minutes. M. le député de Chauveau, vous aussi, vous avez cinq minutes, la parole est à vous.

M. Lévesque (Chauveau) : Merci, M. le Président. Ça me fait plaisir de participer, et je me permets de vous saluer, saluer la ministre, l'ensemble des collègues, les députés d'opposition. C'est intéressant de débattre de la Capitale-Nationale, puis je remercie la députée de Saint-Laurent de lancer le sujet, ça nous a...

On a tous très à cœur la Capitale-Nationale, et c'est quand même le fun de débattre de la Capitale-Nationale avec les députés de l'opposition libérale. Vous savez que le député le plus proche de Québec maintenant est à 250 kilomètres du centre-ville de Québec, le député de LaFontaine. Je pense que la députée de Saint-Laurent, c'est la deuxième plus proche, M. le Président. Ça fait qu'on est quand même bien contents, et... pas trop loin, là, tu sais, 250 kilomètres. Mais ce n'est pas parce qu'on ne vient pas de Québec et on ne reste pas à Québec qu'on ne peut pas avoir à cœur la Capitale-Nationale. Alors, je la remercie de la question.

Ceci étant dit, le sujet de l'heure à Québec, c'est les transports, le transport, le tramway, transport structurant, le troisième lien, et, dans ce premier bloc là, j'ai le goût de vous parler un peu... Parce que la députée de Saint-Laurent nous amène des points intéressants. Elle nous parle du retard de 100 millions, supposément, qui est lié au leadership de la ministre de la Capitale-Nationale. M. le Président, il y a un historique qui doit se faire dans ce dossier-là. J'ai fait une petite recherche, pour nous donner des résultats : en 2000, là, le MTQ recommandait l'analyse du tramway à Québec; en 2003, il y avait une recommandation pour le construire — ça, c'est un mois avant l'élection du gouvernement de Jean Charest; en 2005, la ville de Québec a inscrit le tramway dans son plan directeur d'aménagement et de développement 2005-2025; puis en 2010, cinq ans plus tard, un rapport du comité sur la mobilité durable recommande que le tramway soit construit d'ici 2030. M. le Président, si on regarde des retards de 100 millions, là, logiquement, de 2003 à 2018, là, calculez-les, les 100 millions de retards, si c'est ça, là, le problème, là. Le manque de leadership, honnêtement, là, il vient de ce côté-là. Avant, il était du côté du gouvernement, mais, la ministre l'a dit, il ne s'est rien passé. Le problème, M. le Président, avec le Parti libéral, c'est qu'ils ont la fâcheuse manie de blâmer le gouvernement actuel pour les choses qu'ils n'ont pas faites au cours des années qu'ils étaient là. Ce n'est pas du «bashing», c'est un constat. Et ce n'est pas pour rien qu'en 2018 la ville de Québec, la région de la Capitale-Nationale a durement sanctionné le Parti libéral. Il restait un élu, celui-là a démissionné, et, fort heureusement, on a remporté une circonscription qui était rouge depuis 1966, le comté de Jean-Talon. Maintenant, on a une collègue qui représente cette belle circonscription-là. Alors, ça, c'est le premier élément.

Un élément que la députée de Saint-Laurent nous a dit, c'est : C'est quoi, les banlieues? Pourquoi ce caucus-là n'est pas uni? Ils ne s'entendent pas. M. le Président, je voudrais informer la députée, là, qu'on a un caucus très uni, un caucus qui travaille ensemble à améliorer, justement, la desserte des banlieues. Notre objectif, c'est, bien sûr, travailler sur les quartiers centraux de Québec. On les connaît, nos quartiers centraux, le secteur de Jean-Lesage, le secteur de Taschereau, Jean-Talon, une partie aussi de Louis-Hébert, qui fait partie de nos quartiers centraux.

Mais il faut penser à nos banlieues, M. le Président. Les secteurs de Loretteville, Val-Bélair, qu'elle a dit, mais Saint-Émile, Lac-Saint-Charles. Mais ça va plus large que ça. Beauport, Charlesbourg, le nord, il faut les desservir. Il faut s'occuper du secteur de Portneuf, il faut s'occuper du secteur de la Côte-de-Beaupré, de l'île d'Orléans, du monde qui s'en viennent travailler à Québec. Ça fait que c'est ça qu'on a travaillé dans les dernières années, à améliorer la desserte, de rabattre le trafic lourd du nord, les gens qui utilisent leur voiture pour être capables de descendre vers le sud.

Vous savez, en matière de transport en commun, là, le Parti libéral, qui n'avait rien fait pendant 15 ans, tout d'un coup, là, à quelques mois des élections provinciales de 2018, nous sort un projet structurant de transport griffonné, pas écrit, pas bien dessiné. On pensait même amener le tramway sur de la Faune, dans mon comté, M. le Président. Imaginez-vous, amener un tramway sur de la Faune, à Saint-Émile, dans le secteur de Charlesbourg, du

zoo. Ça n'avait pas de bon sens. J'ai débattu avec mon ancien adversaire sur ce sujet-là, pour constater que ça ne tenait pas la route. Mais c'est ça aussi, le leadership que la ministre, actuellement, et l'ensemble des députés de Québec...

On a réfléchi sur un tracé, on a réfléchi à une meilleure desserte de la Capitale-Nationale, parce que bien desservir Québec, ce n'est pas seulement les quartiers centraux. Ils sont très importants, les quartiers centraux, oui, ça prend quelque chose, mais il faut aussi penser à nos personnes qui vivent dans le nord, parce que, tout le monde vous le dira, ceux qui vivent de Québec, la grande difficulté, c'est de voyager nord-sud à Québec. C'est très difficile, très complexe, et il n'y a pas... C'est très difficile si tu ne réfléchis pas en ce sens-là.

M. le Président, le temps me manque. Je reviendrai dans un deuxième bloc.

• (11 heures) •

Le Président (M. Allaire) : Merci, M. le député de Chauveau. On débute la troisième série d'interventions. Mme la députée de Taschereau, d'abord, bon retour. Je n'avais pas eu l'opportunité de vous le dire. Alors, la parole est à vous pour cinq minutes.

Mme Dorion : Je n'ai pas vraiment envie de faire semblant d'être de bonne humeur puis d'envoyer en même temps des petites phrases assassines par en dessous, comme on fait souvent dans cette Assemblée. Ça me tente que ça soit vraiment précis et clair parce que j'espère vraiment avoir une réponse qui parle de ma question, O.K. Je devrais être contente que le dossier du tramway soit supposément réglé. Puis je suis contente. Mais j'ai le droit comme citoyenne de Québec de savoir pourquoi ça a bretté autant. Ce n'est pas une question qu'il faut faire : Ah! Ce n'est pas grave, ça. On a perdu un an. On a perdu 100 millions. Comme députée de Québec aussi, j'ai le droit de demander pourquoi ou qui et dans quel but ça a bretté autant.

Depuis que la CAQ est élue majoritaire, le projet a commencé à bretter. C'est là que niaisage est embarqué. Il y a eu l'histoire des enveloppes du fédéral. On a mêlé tout le monde dans les médias avec des tonnes de chiffres. Finalement, la pression était forte, la CAQ a été obligée de dire : O.K. On continue. Des mois plus tard, un autre prétexte : Ah! Ça ne va pas assez dans les banlieues. Pourtant le projet allait plus dans les banlieues que le projet que la CAQ avait déjà accepté en 2018. Et on a su quand c'est sorti dans les médias que c'étaient les députés eux-mêmes ou les ministres eux-mêmes de la CAQ qui ne voulaient pas que ça aille à Cap-Rouge, qui ne voulaient pas que ça aille à Charlesbourg.

Après ça, il y a eu : Non, c'est impossible que ce projet-là dépasse de 3,3 milliards. Ça, ça a été dit maintes fois par le gouvernement. Pourtant les projets autoroutiers, eux autres, ils dépassent tout le temps puis ce n'est jamais un problème. On pourrait dire : Ah! C'est parce que c'est un gouvernement qui aime les autoroutes. On pourrait dire ça, mais non. À Montréal, le REM dépasse de 2,5 milliards. Puis il y a un autre projet de 10 milliards pour l'allonger. On pensait que le gouvernement, que la CAQ était un gouvernement des banlieues. Bien, peut-être qu'on est en train de se rendre compte que c'est un gouvernement du 450. Les gens des banlieues de Québec, là, j'ai passé 10 ans à Charlesbourg, les gens de Charlesbourg, là, ils ne l'auront pas, leur tramway. Ils ont le droit de savoir c'est qui, c'est comment et pourquoi.

Le seul argument qui tienne la route dans tout ce qui a été avancé par la CAQ depuis le début de la saga, c'est : Ah! Bien, ça a été le caucus puis le Conseil des ministres. On a eu des discussions, et c'est ça qui a fait freiner la chose. Je rappelle qu'on a perdu à peu près 100 millions de dollars, qu'on aurait pu en perdre plus, qu'on a décrédibilisé le projet à travers cette saga-là puis qu'on a perdu un an.

Ah! O.K. Ça fait que, si c'est le caucus, si c'est le Conseil des ministres, c'est quoi, c'est qui puis pourquoi? Les gens de Charlesbourg, ils ont le droit de savoir. Mon député, moi, est-ce qu'il s'est battu pour qu'il n'y ait pas de tramway à Charlesbourg, pour qu'on reste encore avec un autobus qui fait du bruit, qui ne va pas vite, qui pollue, qui n'a pas du tout le niveau de confort et de pratique... le côté pratique du tramway? Est-ce que c'est le député de La Peltrie, l'ancien de Radio X, qui criait «No way, tramway», qui est dogmatiquement opposé à tout projet de transport en commun puis qui a dit : Moi, je vais mener ce combat-là à l'intérieur?

C'est des questions auxquelles vous ne voudrez peut-être pas répondre, mais là les gens vont se poser la question de plus en plus. Parce que ce n'est pas vrai qu'on peut dire : Ah! bien, c'est réglé, on s'en fout de ce qui s'est passé. Non, on a besoin de savoir. À Québec, les citoyens de Québec ont besoin de savoir qui se bat pour nous, puis qui ne travaille pas pour nous. Est-ce que les citoyens de Cap-Rouge, il faut qu'ils remercient leur conseil de quartier, qui a osé ressortir dans les médias? Ou est-ce que leur députée, la ministre de la Capitale-Nationale, les a défendus à l'interne, dans... Le seul argument qui a été évoqué, c'est à l'interne que ça a été problématique. Donc, c'est quoi?

Puis j'ai parlé tantôt de... Et, pendant ce temps-là, tout le monde capotait, là, tout le monde se demandait : Mais pourquoi ça bloque, pourquoi ça bloque? Et cette question-là va rester longtemps puis elle va vous rester longtemps. Pourquoi ça a bloqué? Puis si ça bloque encore, pourquoi ça bloque? Tout le monde est sorti... Puis là je ne parle pas juste des groupes environnementalistes puis étudiants, là. La Chambre de commerce, Restos Plaisirs, Groupe Germain, Corporation des parcs industriels, Mouvement Desjardins, Capitale Assurances, Institut de développement urbain, Agnès Maltais, etc. C'est quoi, la raison?

Il y en a qui disent : C'est peut-être... On sait que... J'ai parlé de l'ancienne Radio X, avec le député de La Peltrie. On sait que des radios privées antitramway ont fait des grosses campagnes très importantes contre le transport en commun, contre le transport actif, contre les voies réservées. Ils ont fait reculer deux ministres pour des histoires de voies réservées sur des autoroutes à Québec. Est-ce que la CAQ est dans cette nébuleuse-là de trip dogmatique anti-transport en commun? Est-ce que c'est ça? C'est peut-être ça, la réponse.

Mais on veut savoir la réponse, puis on ne peut pas balayer ça en disant : Ah! bien là, c'est réglé, ça fait qu'arrêtez de niaiser. Surtout quand on passe notre temps à dire : Bien, dans le temps des libéraux, blablabla. Non, on a le droit de se questionner sur ce qui s'est passé dans le passé et de se demander : Si je réélis la CAQ à Québec, est-ce que ça va se passer encore comme ça?

Le Président (M. Allaire) : Merci, Mme la députée de Taschereau. Mme la ministre.

Mme Guilbault : Oui, merci. La députée de Taschereau veut des réponses précises. Bien, je vais lui en donner. Parce qu'elle me dit : C'est du «brettage», c'est du niaisage, on essaie de se brandir des chiffres du fédéral, puis là, puis tout ça. Peut-être qu'elle n'a pas bien compris le concept de l'entente avec le fédéral, ça fait que je vais lui répondre très, très, très précisément. Puis, en même temps, ça va faire du bien au Parti libéral de le réentendre.

Parce que la réalité de ce projet-là, quand on est arrivés, nous, notre premier budget — le budget, qui est un document important par lequel le gouvernement se prononce sur ses investissements pour la prochaine année, les cinq prochaines années en fait — 1,8 milliard pour le réseau structurant, parce que, dans cette plateforme, c'était écrit qu'on allait l'appuyer. Donc, ça, c'était très clair, le soutien du gouvernement du Québec. Mais il restait l'enjeu du financement du fédéral. Or, le précédent ministre de la Capitale-Nationale, anciennement député de Jean-Talon, avait négocié à son époque, avec son gouvernement libéral, une entente avec le fédéral pour le financement des projets de transport collectif à Québec, qui s'appelle l'Entente bilatérale intégrée que j'appelle l'EBI, et cette entente-là a été signée le 6 juin 2018. Donc, c'était, de fait, un ministre libéral à Québec. Et cette entente-là prévoyait entre autres 5,2 milliards pour le transport en commun d'argent fédéral pour le Québec au complet, mais avec un critère d'achalandage qui faisait en sorte que si tu n'étais pas Montréal, t'étais condamné à avoir des sommes carrément insignifiantes pour des projets de transport en commun parce que c'était basé sur un critère d'achalandage.

Donc, qui dit achalandage dit que ça prend beaucoup de monde qui le prend. Pour avoir beaucoup de monde qui prend ton transport en commun, il faut que tu aies beaucoup de monde dans ta ville, donc il faut que tu sois une grosse ville. Ça fait qu'un moment donné c'est un cercle vicieux, M. le Président, là. Une grosse, grosse, grosse ville, il y en a une au Québec puis c'est Montréal. Ça fait que si tu n'étais pas Montréal, critère d'achalandage égal : Tu n'as quasiment pas d'argent. Puis je l'ai dit tout à l'heure, avec les modalités négociées par le Parti libéral à l'époque, Québec aurait eu seulement 400 millions d'argent fédéral. Je ne sais pas si la députée de Taschereau, là, réalise, là. C'est le tiers de ce qu'on a réussi à aller chercher, finalement, parce qu'on disait : Ça n'a pas de bon sens, le fédéral, il faut qu'il paie plus que 400 millions sur 3,3 milliards. Voyons donc! C'est un projet... Puis on voyait les ministres fédéraux puis tout le monde disait : C'est la Capitale-Nationale, c'est important, puis tout ça. Bien, parfait, il faut payer. Bien, le fédéral disait : Bien oui, mais qu'est-ce que vous voulez que je vous dise? C'est le précédent gouvernement qui a négocié de même avec nous. Ça fait qu'arrangez-vous avec ça.

Ça fait que c'était le Parti libéral qui a négocié ça, une mauvaise entente, 400 millions. J'espère que tout le monde va se rappeler de ça, là. Quand on dit, là : Ce n'est pas important que le projet soit réglé, l'important, c'est de se demander pourquoi ça n'a pas été réglé avant. Bien, je pense que l'important, c'est aussi de demander pourquoi le gouvernement libéral avant nous a négocié de tellement mauvaises ententes, a fait niaiser, effectivement, l'affaire, mon collègue a fait la genèse, là, depuis 2000, là, 2003, du pur niaisage, M. le Président. Puis même chose d'ailleurs dans le troisième lien de la part des libéraux, puis ils ont été là 15 ans. Ça fait que qu'est-ce que vous voulez que je vous dise, nous, on peut juste répondre des deux dernières années et demie.

Ça fait que cette mauvaise entente là... Ça fait que qu'est-ce qu'on a été obligés de faire, l'ironie de la chose, comment on l'a débloqué, le financement fédéral? Mon collègue qui était président du Conseil du trésor, à l'époque, est allé négocier avec Montréal pour que Montréal accepte de nous laisser plus d'argent en échange d'une autre entente, sur laquelle je ne m'étendrai pas. Ça fait que, tu sais... voyez, M. le Président... Non, mais c'est important, parce que quand on parle de leadership, quand on parle de trouver quelque chose d'important, tu ne peux pas être juste là, comme ministre, puis dire : Ah! Ça, c'est important. Ça, c'est beau, c'est important. Faire des conférences de presse puis dire que c'est important. Il faut que tu règles les dossiers. Il faut que tu livres les projets. Il faut que tu ailles chercher de l'argent pour ta région. C'est ça, être ministre d'une région. Je veux dire, c'est ça, là. C'est à ça qu'on en revient tout le temps. Il faut que tu fasses des projets, il faut que tu ailles chercher de l'argent, il faut que tu sois capable de dénouer les impasses, de rallier du monde autour d'une même affaire pour que les projets aboutissent et que les citoyens en bénéficient. C'est très exactement ça, le résumé de la responsabilité d'un ministre régional, quelle que soit la région, et c'est très exactement ce que je fais avec mes huit collègues depuis le début de mon mandat, incluant le réseau de transport structurant de Québec.

Puis je vais terminer sur quelque chose, puis je n'aime pas ça, moi non plus, lancer des pointes pour lancer des pointes, mais ça m'a écorché l'oeil quand je l'ai lu. Ça fait que je veux lui dire parce que je ne pense pas que c'est son genre, et pourtant ça a été fait. J'ai lu dernièrement, parce que, là, la députée de Taschereau était insatisfaite du dossier du tramway, puis là elle disait : «Des citoyens m'appellent puis ils me disent : Je suis insatisfait du dossier du tramway». C'était avant qu'on le règle. Et là elle dit dans les journaux : «Je suggère à mes citoyens d'écrire à leur député. Vous pouvez écrire dans vos médias sociaux : "J'ai écrit à mon député et je n'ai pas eu de réponse". Vous taguez le député. Vous l'humiliez publiquement, là, pour ne pas vous avoir répondu.»

Je trouve ça spécial, M. le Président. Quand c'est rendu qu'un élu de l'Assemblée nationale encourage les citoyens à humilier d'autres élus parce qu'ils ne sont pas satisfaits de quelque chose, je trouve que c'est une tangente un peu glissante. Je voulais lui dire parce que j'ai du respect pour elle. Puis je sais que c'est une fille très articulée, très intelligente, elle aussi. Donc, tu sais, je pense que, là, à un moment donné, il ne faut pas virer fou non plus puis que ça devienne l'excuse à n'importe quoi, cette affaire-là du tramway. D'autant plus que ce qui est important... je ne suis pas d'accord avec elle là-dessus, ce qui est important, c'est que c'est livré.

• (11 h 10) •

Le Président (M. Allaire) : Merci, Mme la ministre. On continue, on poursuit avec la députée de Jean-Talon. Vous avez cinq minutes, la parole est à vous.

Mme Boutin : Merci beaucoup, M. le Président. Petit aparté, moi aussi, j'ai trouvé ça un peu blessant, la petite phrase sur l'humiliation, mais je suis sûre...

Une voix : Mais répondez à vos citoyens...

Mme Boutin : ...mais je suis sûre qu'on répond toujours à nos citoyens. Les gens me contactent jour et nuit, je réponds.

Le Président (M. Allaire) : ...je vais juste... Mme la députée de Jean-Talon, adressez-vous à moi, s'il vous plaît.

Mme Boutin : ...minutes, puis il me reste déjà peu de temps. Moi, la ville de Québec, je la vois évoluer depuis de nombreuses années, c'est une ville qui a évolué. Puis ville de Québec, je dirais région de la Capitale-Nationale. C'est une région qui a évolué quand même pas mal dans les dernières années, mais beaucoup sous l'impulsion du dynamisme du milieu culturel puis du milieu des affaires. C'était vraiment fantastique de voir ça, puis j'y ai participé, tout était possible dans la région de la Capitale-Nationale, mais, en parallèle, on voyait plusieurs projets, bon, qui relevaient du gouvernement provincial, stagnaient, avançaient à pas de tortue.

Bon, tu sais, je ne veux pas m'étendre là-dessus parce que ce n'est pas mon propos, mais je veux quand même mentionner un bel exemple : la promenade Samuel-De Champlain, la phase 3, la seule réalisation de ce projet-là qui avait été un engagement fort du gouvernement libéral. Il s'était engagé à réaliser phase 3 et même phase 4 entre 2014 et 2018. Or, en 2018, la seule réalisation, c'est une belle pancarte. On avait d'ailleurs fait une très belle photo devant cette pancarte-là en 2018. Et nous nous étions engagés à réaliser ce projet-là, qui est important, qui est dans mon comté. Et puis je suis très fière de voir que ce projet-là avance de bon train et puis qu'on va pouvoir aller prendre des marches là bientôt.

Bien sûr, le sujet de l'heure semble être le tramway, je ne peux pas passer à côté, ne pas en parler, je pense que c'est important d'en parler. Moi, j'en bénéficie énormément dans mon comté, j'avais beaucoup d'appuis dans mon comté pour ce projet-là, c'est très évident, quelques mécontentements aussi, là, c'est bien entendu. Mais je veux dire que, dans notre caucus, pour nous, c'était très important, on l'a dit, publiquement, là, il n'y a rien de caché, là, que la desserte des banlieues soit respectée. On a travaillé très fort, parce que le projet du tramway, ce n'est pas juste une colonne vertébrale, là, d'un projet lourd. Le projet du tramway, c'est un projet de mobilité à l'échelle régionale, qui va desservir toute la région de Québec, qui va être interconnecté avec le troisième lien, avec la Rive-Sud de Québec. Il y a des enjeux immenses, en mobilité, à Québec, puis c'est dans cette perspective-là qu'on a voulu y réfléchir puis mettre notre petit grain de sel. Puis on a vraiment hâte, en fait, de présenter la nouvelle mouture, puis plusieurs personnes vont être surprises. Je ne vois pas qui pourrait être contre ce projet-là. Et je vous garantis qu'Éric Caire, mon collègue de La Peltrie, est également très satisfait de ce projet-là.

Mais je ne veux pas seulement parler du tramway, parce qu'à Québec notre leadership s'est exprimé à travers plusieurs projets. Puis je n'aurai vraiment pas le temps de tous les présenter, mais ça ne semble pas intéresser beaucoup les oppositions, mais c'est très important pour la communauté d'affaires, quand on parle, par exemple, du projet Laurentia, qui est un projet du port de Québec qui va générer des centaines d'emplois pendant la construction, après la construction, qui va permettre à Québec de se positionner de manière stratégique dans le secteur maritime à l'échelle internationale. Un projet qui est intimement lié à la zone d'innovation du littoral est, qui est un projet stratégique qui va stimuler l'innovation, la création d'emplois qui vont... des emplois payants pour la région de Québec.

On parle ici d'investissements, de 4 milliards de dollars d'investissements privés et publics. On n'en parle pas, mais c'est un projet qui est important, qui rejoint... qui rassemble tous les partenaires clés dans la grande région de Québec. On parle de l'Université Laval, INRS, Québec International, la ville de Québec, la Coalition FORCE 4.0, le port de Québec. C'est un projet qui va de l'avant, qui est très important pour nous, qui va concrétiser l'aspect, là, stratégique, économique dans la grande région de Québec.

Je vois le temps passer, puis je ne peux pas ne pas parler des projets qui font partie du projet de loi n° 66, qui vont bénéficier à la grande région de Québec. Moi, je suis très contente parce que je vais avoir une maison des aînés. On le sait, on est en grand déficit du maintien des actifs, CHSLD, maisons des aînés, écoles, et j'en passe, mais ma maison des aînés est en avance sur son échéancier et va être réalisée avant la fin de l'été. Puis là je pourrais énumérer tous les projets qui sont dans la Capitale-Nationale, on en a plusieurs, il y a une accélération au niveau de ces projets-là, des maisons des aînés dans plusieurs... mon collègue de Portneuf est là, il va en avoir une. Dans Charlevoix, un CHSLD qui va être rénové, justement, le CHSLD Saint-Augustin, c'est un projet majeur.

Ces projets-là, là, M. le Président, ce ne sont pas seulement des annonces, ce sont des projets concrets. Pour moi, dans mon livre à moi, le leadership s'incarne dans des actions concrètes qui mènent à la réalisation de projets qui vont être porteurs pour toute une région, pour des citoyens. C'est ce qu'on a commencé à faire en 2018, c'est ce qu'on a continué à faire pendant la pandémie, parce que même s'il y a une pandémie, on n'a pas mis ça sur pause, on a continué à faire avancer des projets de loi, à faire des annonces, à pousser des projets. Alors, imaginez-vous un petit peu ce qu'on va être capable de faire une fois la pandémie réglée, M. le Président, ce n'est que le début. Il y a énormément de projets, on aurait pu faire une interpellation pendant des heures ici, pour parler de tous les projets porteurs pour la grande région de Québec, c'est juste le début, et je souhaite que ça continue. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Allaire) : Merci à vous, Mme la députée de Jean-Talon. On débute la troisième série d'interventions... la quatrième série d'interventions. M. le député de Marquette, la parole est à vous.

M. Ciccone : Merci beaucoup, M. le Président. Je vais faire plaisir à tout le monde, on va changer de registre, ça fait que la vice-première ministre va être contente, on va être capable de passer à autre chose.

J'aimerais parler un peu de l'aéroport, l'aéroport qui a subi les contrecoups de la pandémie cette année, puis ce n'est pas juste à Québec, là, c'est partout à travers la province de Québec, notamment ici, à Québec, on a perdu 90 % des revenus... du revenu et du trafic aérien, on parle d'une perte de 100 millions de dollars. J'écoutais le P.D.G., la semaine passée, qui disait que ça prendrait à peu près cinq à sept ans pour un retour à la normale. On parle de l'Aéroport de Québec, mais en même temps on parle d'autres... on parle de la Capitale-Nationale aussi, mais avec d'autres régions autour, là, puis on pourrait parler du Centre-du-Québec, de la Basse-Côte-Nord, Chaudière-Appalaches, Bas-Saint-Laurent, mais on va s'attarder à notre aéroport ici.

En janvier 2021, on apprenait justement l'annulation d'un vol Québec-Toronto, ça, ça déçoit grandement la clientèle d'affaires. Moi, j'aurais peut-être aimé ça entendre un peu la ministre là-dessus, puis sauter dans les brancards puis dans les rideaux, puis dire : Wo! Wo! je comprends qu'on va envoyer ça dans la cour du fédéral quand ça fait notre affaire du côté de la CAQ, mais en même temps on parle d'une relance économique, on parle des gens d'affaires ici, du Québec, qui ont besoin de ressentir le soutien de leur vice-première ministre qui est la responsable de la Capitale-Nationale. Un dossier où, vraiment, on... ça faisait partie d'une promesse, parce que la vice-première ministre l'a montré, là, la *PRIORITÉ CAPITALE*, ça, ce sont les promesses à la Capitale-Nationale.

On parlait d'un centre de prédédouanement, on s'est engagé, du côté de la CAQ, pendant les élections justement, à financer un poste comme ça, à aider au financement et à une négociation avec le fédéral. Et là je vais vous lire textuellement, là, justement, dans ce fameux *PRIORITÉ CAPITALE* que la vice-première ministre nous a présenté : «Un gouvernement de la Coalition avenir Québec négociera avec le gouvernement fédéral afin de conclure une entente pour le financement des coûts reliés à l'implantation d'un poste de prédédouanement américain...» Puis quand on parle de prédédouanement, là, on comprend que ça aide les choses, également, ça aide aussi au niveau de la chalandise, parce qu'on va devoir s'y attarder également avec l'aéroport, le P.D.G., les groupes, les partenaires et même la vice-première ministre, parce qu'on veut attirer les gens, on veut attirer les gens à l'Aéroport de Québec. Parce que c'est comme la saucisse Hygrade, plus tu en manges, plus tu l'aimes.

Alors, plus on a de personnes, plus on a de passagers, plus on va être capables d'attirer les transporteurs, mais, en même temps, c'est un ou l'autre. Les transporteurs vont dire : Bien, si vous avez des passagers, on va vous donner du transport. Mais si vous n'avez pas de passager, c'est le contraire. Et là on dit : Bien, amenez les passagers. L'autre dit : Amenez-nous des transporteurs, vous allez avoir des passagers. Alors, il y a un travail à faire au niveau de la chalandise.

Là-dessus également, on demande de l'aide aussi du côté des terrains industriels. Moi, je m'attends à ce que, justement, on puisse travailler de concert avec le P.D.G. de l'Aéroport de Québec pour, justement, développer la zone industrielle.

Aussi, là, il me reste une minute, ça fait que je vais poser mes questions, M. le Président. Qu'est-ce que la ministre est en mesure de nous garantir... de nous garantir que sa promesse de conclure le financement pour le poste de dédouanement à l'aéroport Jean-Lesage sera acceptée... sera respectée d'ici les prochaines élections? En matière de stratégie de transport aérien régional, il n'y a toujours rien du côté gouvernemental depuis janvier. On attend la stratégie du ministre des Transports. Est-ce que la ministre peut nous éclairer à ce sujet? Qu'est-ce que la ministre... Est-ce que la ministre supporte le plan de relance du P.D.G. de l'aéroport Jean-Lesage? Si oui, que compte-t-elle faire concrètement pour le supporter? Est-ce qu'elle peut nous déposer un cadre budgétaire, une stratégie d'allègement réglementaire prochainement? Et quelle est la vision de la ministre en matière de transport aérien et pour l'Aéroport de Québec?

Je reviens encore au poste de prédédouanement. Je pense que ce serait un bon début, un bon début d'être capable de voyager, savoir qu'on est déjà en territoire américain, par exemple, comme ça, ça aide beaucoup. Pour ceux qui ont déjà voyagé, là, passer les douanes en territoire américain, ce n'est pas toujours facile. Merci, M. le Président.

• (11 h 20) •

Le Président (M. Allaire) : Merci à vous, M. le député de Marquette. Mme la ministre, cinq minutes.

Mme Guilbault : Oui, merci, M. le Président. C'est un bon sujet dont me parle le député de Marquette, qui effectivement est dans notre plateforme. Puis je ne compte plus les fois où je me suis entretenue avec M. Poirier. Avant lui, c'était M. Gagné au début de mon mandat. Et maintenant c'est Stéphane Poirier, et toute son équipe, d'ailleurs.

C'est un partenaire très important, l'aéroport. Et je ne sais pas si le député de Marquette est familier, là, avec le détail de ce dossier-là, du centre de prédédouanement, mais le centre de prédédouanement, c'est quelque chose qu'effectivement est nécessaire à l'Aéroport de Québec, une des choses qui est nécessaire à l'Aéroport de Québec, mais tout ça est lié à une entente qui a été négociée entre le Canada et les États-Unis. Et il faut bien comprendre que Québec serait un des deux seuls aéroports au Canada pour lesquels le personnel de ce centre-là devrait être payé par nous plutôt que par les États-Unis. Ça fait que c'est ça qui fait en sorte que c'est très agaçant... le deuxième aéroport étant Billy Bishop, de mémoire. C'est bien ça, oui? En tout cas, bref, il y en a un autre dans le Canada, mais... c'est en Ontario. Et donc c'est ça.

Ça fait que si le Parti libéral veut se joindre à nous pour demander au gouvernement fédéral de se positionner puis d'aider à faire en sorte qu'on puisse avoir ce qui est comparable dans les autres provinces, les autres aéroports canadiens, bien, ils sont bienvenus.

Puis d'ailleurs, je dirais qu'au-delà de cet engagement-là, parce que c'est sûr qu'en ce moment avec la pandémie les aéroports, ça a pris une tournure que personne n'avait vu venir il y a quelque temps, mais il serait

temps, je pense, que le gouvernement fédéral ait un plan d'aide canadien pour ses aéroports. Il y a d'autres pays qui ont déjà beaucoup aidé leurs aéroports. Et ici, je trouve que, là, effectivement, l'Aéroport de Québec est en mauvaise posture, donc ce serait intéressant. Un aéroport, c'est fédéral, là, je pense qu'il faut le dire, là, c'est un organe fédéral, donc c'est la responsabilité du gouvernement fédéral au premier chef, mais nous, c'est notre responsabilité aussi de dire : À un moment donné, c'est important, dans notre région, ça nous prend un aéroport qui est fonctionnel, qui se développe.

On aura, nous, une belle annonce aussi sur laquelle malheureusement je ne peux pas encore trop donner de détails, mais on a une belle annonce qui s'en vient, au gouvernement du Québec par rapport à l'Aéroport de Québec. Et moi, comme ministre de la Capitale-Nationale, et là je vais faire le lien avec mon prochain élément, moi, comme ministre de la Capitale-Nationale, je soutiens abondamment l'Aéroport de Québec, non seulement dans le principe de ses projets, et tout ça, mais avec de l'argent. J'ai donné, dans la dernière année, déjà près de 400 000 \$ pour le plan de relance en question dont il parle. C'est un plan en cinq étapes, un plan très intéressant qui comprend effectivement une zone industrielle, qui comprend un centre de fret. Donc, il y a toutes sortes d'affaires là-dedans. Il y aura aussi la future annonce dont je ne peux pas parler qui va venir aider aussi. Et donc je soutiens, là, financièrement et de toutes les manières possibles le plan de développement de l'Aéroport de Québec qui est un partenaire extrêmement important, ça va de soi, pour le développement de Québec.

Et qui m'amène, je le disais, je parlais de l'argent que j'ai donné à l'Aéroport de Québec... Et qu'est-ce qui me permet, moi, de soutenir... Parce que ma collègue de Jean-Talon a raison, là, là, ils sont un peu pris dans le tramway, puis tout ça, mais c'est comme s'ils ne se rendent pas compte qu'il existe aussi à Québec une fibre particulière. Et qu'est-ce qui fait la vitalité, le dynamisme, le charme, la réputation de notre capitale nationale? C'est aussi des événements, c'est aussi des projets, c'est des festivals, c'est des initiatives, c'est tout ce qui peut se passer de Portneuf à Charlevoix. Et qu'est-ce qui nous permet de faire tous ces projets-là, de les financer, de faire en sorte que nos citoyens peuvent en bénéficier? Parce qu'en bout de ligne, qu'est-ce qu'on veut? On veut que nos citoyens aient une belle qualité de vie puis soient heureux dans la vie. Oui, grâce à des routes décongestionnées, grâce à du transport collectif, grâce à des maisons des aînés, à des écoles rénovées, mais aussi grâce au fait que tu es capable d'avoir du plaisir dans ta ville. Et ce qui nous permet de financer des projets, moi, comme ministre de la Capitale-Nationale, c'est mon Secrétariat à la Capitale-Nationale, dont j'ai mon responsable, le sous-ministre responsable ici, à mes côtés, d'ailleurs que je salue.

Et, vous savez, M. le Président, ce secrétariat-là, ça nous permet de soutenir les projets à Québec. Et, quand je suis arrivée, je me suis aperçue, sachiez-vous, ça faisait combien de temps que pas un gouvernement n'avait mis de l'argent dans budget du Secrétariat à la Capitale-Nationale? Ça faisait 16 ans, M. le Président, 16 ans que l'enveloppe de la Capitale-Nationale était au beau fixe, pas une cent pendant 16 ans, et après, ça vient nous dire : C'est important, Québec. Comment il faisait d'année en année, je veux dire, si tu n'augmentes pas l'argent à un moment donné, si tu as le même salaire pendant 16 ans, l'épicerie va finir par te coûter plus cher. Je sais que le Parti libéral a, malgré eux, développé une expertise dans le prix de l'épicerie. Tu sais, à un moment donné, il faut que tu aies plus d'argent, là, pour pouvoir vivre.

Donc, qu'est-ce que j'ai fait, moi? Je parlais tantôt de mon premier geste, mais je m'aperçois que j'ai oublié de répondre à ma propre question. Qu'est-ce que j'ai fait, comme premier geste, comme ministre de la Capitale-Nationale? J'ai doublé, j'ai doublé le budget de la Capitale-Nationale au Secrétariat de la Capitale-Nationale. Historique, 16 ans d'inertie, 16 ans, des intérêts, 16 ans où on ne met pas une cent, et j'ai doublé le budget tout de suite en arrivant, 21,5 millions sur cinq ans, doubler le budget, 60 %, en fait, plus de budget qu'à l'époque des précédents gouvernements libéraux, incluant la petite anémie du Parti québécois. Donc, ça, M. le Président, l'argent, c'est le nerf de la guerre, ça parle de soi-même.

Le Président (M. Allaire) : Merci, Mme la ministre. On poursuit avec le député de Portneuf. La parole est à vous pour cinq minutes.

M. Caron : Merci, M. le Président. Écoutez, je suis content qu'on aborde d'autres sujets, parce que j'avais quasiment l'intention de suggérer à la députée de Saint-Laurent de rebaptiser le titre de cette interpellation. Tout à l'heure, je parlais de santé. En effet, on est capables de faire progresser plusieurs curseurs en même temps, et je notais justement, en matière de santé, des projets importants qui sont en passe d'être réalisés, qui sont, en tout cas, annoncés, 9,1 millions de dollars pour la construction d'un CHSLD à Wendake, 2,8 millions de dollars pour la bonification du PSOC, on sait à quel point les organismes qui ont oeuvré, durant toute cette période de pandémie, ont eu des besoins particuliers, bien, on est allé majorer l'aide que le gouvernement leur apportait.

L'annonce, une annonce aussi très importante du déménagement de Lauberivière, 32,5 millions, c'est quelque chose de très attendu. On s'occupe aussi des plus démunis dans notre gouvernement. Annonce de la construction des aînés, ma collègue députée de Jean-Talon en parlait tout à l'heure, 277 places dans la Capitale-Nationale, dont 208 en maison des aînés et 69 en maison alternative. Notre ministre de la Capitale-Nationale parlait des fonds injectés dans divers endroits, mais je voulais aussi souligner ce qui a été accordé, 75 millions de dollars supplémentaires sur trois ans dans le fonds FRCN, des budgets qui sont importants puisqu'ils ont permis de soutenir 169 projets dans la Capitale-Nationale. Et encore une fois, et je me fais toujours un plaisir de la rappeler, de Portneuf à Charlevoix, comme notre ministre le dit également et souvent et le souligne, parce que c'est important de noter ces particularités qui concernent les deux circonscriptions à l'extrémité. On parle, ici, dans le Fonds FRCN, de soutien aux organismes d'entrepreneuriat, de productivité, de virage numérique, de vitrine technologique, de démarrage d'entreprise, d'accompagnement au développement d'entreprise, de pôle d'innovation, d'acquisition d'équipement, bref, une série de mesures qui ont été mises en place pour accompagner la prospérité de notre région, la Capitale-Nationale.

Je ne passerai pas en détail et en revue plutôt toutes les entreprises de Portneuf qui ont été accompagnées dans ce projet, mais, vraiment, ça fait toute la différence. D'ailleurs, notre partenaire majeur dans Portneuf est la MRC. Et je peux vous assurer que l'ensemble des maires qui siègent au conseil des MRC sont vraiment, comment dire... ont retrouvé espoir dans notre manière de faire et ont retrouvé, justement, cette notion de leadership qui avait été abandonnée par le passé.

On a aussi des projets majeurs dont on n'a pas parlé encore, M. le Président : 10 millions de dollars pour le quai de Beaupré, pour contribuer à la revitalisation... pardon, de Sainte-Anne-de-Beaupré, 8,4 millions pour la mise en valeur du site archéologique Cartier-Roberval, 7 millions de dollars pour l'aménagement de la Pointe-Benson à Lévis. Bref, beaucoup, beaucoup de gestes qui sont posés tout au long de l'année depuis que nous sommes arrivés au gouvernement pour accompagner à la fois nos entreprises, à la fois nos municipalités, à la fois nos citoyens.

En parlant des municipalités aussi, revenons sur ce ballon d'oxygène qui leur a été accordé via les programmes conjoints provincial-fédéral, le FIMEAU et le PRIMEAU. Total dans la capitale nationale, 28 projets FIMEAU pour un montant équivalent à 32 millions de dollars. Six projets PRIMEAU cette fois pour un montant total de 1,7 million de dollars. Des municipalités qui peuvent bénéficier de ces montants qu'ils attendaient depuis longtemps parce que les négociations tardaient.

Tout à l'heure je parlais de situations propres à Portneuf, je parlais de la situation de lutte aux inondations. Le leadership, M. le Président, c'est, bien entendu, injecter des fonds, mais c'est aussi poser des gestes. Tout à l'heure, je vous disais que par le passé beaucoup d'argent était investi pour la lutte aux inondations à Saint-Raymond, mais dans les études. En revanche, à aucun moment on n'avait favorisé l'échange entre le ministère de la Sécurité publique et le ministère de l'Environnement. Eh bien, depuis qu'on est au pouvoir, M. le Président, on a permis de poser des gestes à même... sur le terrain, à même la rivière, en installant des estacades, en posant toutes sortes de seuils d'enrochement, bref, à la fois des moyens qui sont accordés, mais des gestes qui sont posés pour s'assurer de reprendre le leadership qui avait complètement été oublié par le passé et qui faisait en sorte que nos élus de la Capitale-Nationale avaient parfois perdu espoir. Merci, M. le Président.

• (11 h 30) •

Le Président (M. Allaire) : Merci, M. le député de Portneuf. On débute la cinquième série d'interventions. M. le député de Matane-Matapédia, la parole est à vous pour cinq minutes.

M. Bérubé : Merci, M. le Président. Ça me fait plaisir d'être ici en ma qualité de porte-parole en matière de Capitale-Nationale, une région que j'habite depuis maintenant près de 14 ans, une région pour laquelle le Parti québécois a énormément d'ambition. On souhaite qu'elle soit la capitale d'un pays, un pays qui s'appelle le Québec. Ce n'est pas la région de la capitale provinciale. Ici, on est une nation. Toutes les nations doivent accéder à ce qui est la conséquence logique. Donc, nous, on souhaite que cette région soit une véritable capitale d'un pays.

Très peu de temps, alors je vais aborder un thème qui a été peu abordé jusqu'à maintenant, celui d'une infrastructure stratégique qui s'appelle le port de Québec, et vous livrer notre position. Le leadership, pour nous, c'est également de faire part de nos projets et de ce qu'on souhaiterait faire pour la région de la Capitale-Nationale. Alors, je vais vous parler de notre position et pourquoi nous avons cette position.

Le port de Québec échappe à nos juridictions, ça relève du gouvernement fédéral. Donc, le gouvernement du Canada pourrait nous imposer, notamment dans la Basse-Ville, un projet qui, au plan environnemental, est très questionnable, notamment avec des émanations, avec, sur la question de la qualité de l'air, la présence de particules fines, la circulation lourde dans le secteur. Il y a un mouvement de population important qui conteste ce projet.

Ce qu'on demande, c'est que le BAPE puisse porter un regard sur ce projet. Et d'ailleurs on n'est pas les seuls. Je veux rappeler les paroles du premier ministre, qui indiquait, lors de l'élection de 2018, que le Québec puisse mener seul les évaluations environnementales sur le territoire du Québec, y compris sur les projets fédéraux. Donc, ça, c'est les paroles du premier ministre du Québec. Puis on nous dit toujours qu'il faut prendre la parole, alors je prends cette parole du premier ministre et je ne vois pas pourquoi on ferait une exception avec un projet de cette envergure à Québec qui va engager notre région et la qualité de vie des concitoyens de la ville de Québec pendant des décennies. Alors, ça, c'est la demande qu'on fait, que ça soit le BAPE qui puisse évaluer les impacts environnementaux pour la population de Québec.

Et, après le BAPE, on peut se questionner sur les avantages et les désavantages, mais il m'apparaît que les promoteurs font abondamment état des avantages qu'ils ont, surtout pour eux, mais, pour les désavantages, je pense qu'on doit avoir tout le tableau, et le gouvernement pourra juger, faire la balance des inconvénients et juger d'aller de l'avant ou pas après. Mais ça nous apparaît important de défendre ces citoyens qui, avec peu de moyens, réussissent à se faire entendre.

D'ailleurs, posons-nous la question sur cette infrastructure importante qu'est le port de Québec, où nos lois linguistiques également ne s'appliquent pas. Donc, vous savez qu'il n'y a plus... il n'y a pas beaucoup d'appétit, au gouvernement fédéral, pour faire en sorte que la loi 101 s'applique dans les entreprises à charte fédérale. Donc, ça nous échappe, ça aussi : les lois environnementales, la question de la langue, la question du développement stratégique.

Donc, je fais la proposition suivante au gouvernement du Québec, qui repose sur une expérience récente. Le gouvernement fédéral a cédé quatre ports au gouvernement du Québec, et il s'est créé une administration portuaire pour les gérer. Ces ports sont : Cacouna, Rivière-du-Loup, Rimouski... en fait, Cacouna, Rimouski, Matane et Gaspé, et c'est maintenant des ports québécois avec une administration commune québécoise, et je ne vois pas pourquoi le gouvernement du Québec ne pourrait pas faire preuve d'ambition et de demander que le port de Québec, à terme, relève de lui, et il y aurait une entente avec le gouvernement fédéral au même titre qu'on l'a fait pour les quatre ports

que je vous ai évoqués. Donc, j'en fais une proposition. C'est ça aussi, le leadership, faire part de propositions pour aller plus loin.

Où réside l'intérêt pour le gouvernement du Québec que ça soit le gouvernement du Canada qui gère une portion importante de notre développement économique dans la capitale nationale? Alors, je suis convaincu, là, que la CAQ, là, pourra faire preuve, cette fois, de nationalisme et dire : Bien, on est capables de gérer une infrastructure si importante dans la voie maritime du Saint-Laurent.

Donc, c'est la proposition que je fais : d'abord, le BAPE qui analyse ce projet, comme l'a demandé le premier ministre du Québec; également qu'on puisse faire appliquer nos lois linguistiques dans le port; et qu'on puisse, au même titre qu'on l'a fait pour quatre ports dans l'Est du Québec, demander la cession du port de Québec au gouvernement du Québec. Et je suis convaincu qu'on serait capables de faire une bonne planification, on serait capables de bien faire les choses, j'en suis convaincu. Alors, c'est une proposition concrète que je fais au nom du Parti québécois.

Évidemment, il y a d'autres enjeux importants. On pourrait parler de culture.

Le Président (M. Allaire) : Merci.

M. Bérubé : Hier, je faisais remarquer à la ministre de la Culture que...

Le Président (M. Allaire) : Merci, M. le député. Malheureusement, ça met fin à votre cinq minutes. Vous avez... Oui, vous avez terminé déjà? Merci beaucoup, M. le député de Matane-Matapédia. Mme la ministre, la parole est à vous pour cinq minutes.

Mme Guilbault : Oui. Merci beaucoup, M. le Président. Merci au collègue de Matane-Matapédia pour l'intervention. Je vais répondre quand même au sujet qu'il aborde, mais je veux utiliser... parce que je ne sais pas si c'est mon dernier bloc, mais, en tout cas, je veux être sûre de pouvoir parler de relance puis de ce qu'on fait pour le développement économique à Québec. Ça a été très vaguement abordé par les libéraux au tout début, mais après ça le député de Marquette n'en a pas reparlé. Mais moi, je veux être sûre de pouvoir en parler de manière affirmée et claire parce qu'évidemment c'est très important.

Sur le port de Québec, je vais parler de Laurentia parce que c'est ça, le projet qui est sur la table en ce moment. Le port a ce projet-là que tout le monde connaît, je ne m'étendrai pas sur les détails, qui, sur le fond, est un bon projet. J'ai signé, moi, une lettre ouverte. On est favorables au projet. Par contre, il y a des évaluations qui se font en ce moment. Il y a certainement des bonifications à apporter, il y a peut-être un dialogue à renforcer avec la communauté locale, et ça, nous, on est tout à fait ouverts à ça. Il y a une évaluation, de toute façon, fédérale qui se fait, et donc, c'est ça, on est en lien constant avec le P.D.G. du port. Mais création d'emplois, développement économique, proximité avec la zone d'inondation, comme le dit ma collègue de Jean-Talon, donc il y a là, à l'évidence, là, une zone qu'on a intérêt à développer pour la prospérité de Québec, mais toujours dans le respect des gens autour, dans le respect des normes environnementales, etc. Donc, les choses avancent, mais, sur le fond, on est en faveur du projet.

Et ça m'amène au développement économique, à la prospérité, à la situation économique à Québec. Bien sûr, la Capitale-Nationale n'a pas échappé aux contrecoups de la pandémie, puis je ne perdrai pas trop de temps non plus... bien, perdre, façon de parler, là, mais, je veux dire, tout le monde sait qu'il y a eu une pandémie puis tout le monde sait que ça a affecté l'économie au Québec, incluant celle de la Capitale-Nationale. Bon, partons de ce principe-là. Il reste que, dans la Capitale-Nationale, on était quand même assez avantagés en termes de situation économique avant la pandémie, et c'est ce qui nous a permis, peut-être, d'en ressortir, somme toute, je ne dirai pas indemnes, loin de là, il y a eu des pertes d'emploi, il y a eu des fermetures d'entreprises, il y a des secteurs d'activité qui ont été fermés très longtemps, qui sont encore fermés au moment où on se parle. Il y a eu des drames humains à travers ça, là, puis je tiens à être très, très claire là-dessus. Mais, quand on regarde les indicateurs économiques, quand on regarde la situation de l'emploi, quand on regarde le taux de chômage... Puis, ce matin, je lisais le dernier rapport de Québec International sur le taux de chômage, et Québec est encore la première RMR, la région métropolitaine de recensement, au Canada. Au Canada, M. le Président, là. Québec ici, là, première RMR pour le taux de chômage.

Donc, il reste que la situation de l'emploi, du moins, et les indicateurs en général vont bien pour Québec, et ça, ça m'amène à la pénurie de main-d'oeuvre. Parce qu'avant la pandémie, et, jusqu'à un certain point, pendant aussi, mais surtout après, le principal problème de nos entreprises... à Québec, 93 % de nos PME ont moins de 50 employés. Donc, oui, il y a les grandes entreprises, mais il y a aussi énormément de PME, de petites et moyennes entreprises, qui ont moins de 50 employés puis qui, bon, ont vécu avec la pandémie. Et, eux, ce qu'ils nous disent quand on leur parle, c'est... le principal problème, c'est la pénurie de main-d'oeuvre, raison pour laquelle il faut agir là-dessus.

Et on a une série d'annonces... là, je ne veux pas, encore là, prendre tout le temps, on a fait énormément d'annonces sur la formation, l'orientation des talents vers des secteurs d'avenir, des secteurs stratégiques. On travaille sur le front de l'immigration aussi, le Programme des travailleurs étrangers temporaires, avec le fédéral. Là encore, il y a le fédéral là-dedans, on peut juste avoir 10 % de notre masse d'employés qui sont des travailleurs temporaires. On voudrait le faire monter à 30 %. Donc, il y a tout ça.

• (11 h 40) •

Il y a Québec International aussi, dont je veux souligner l'énorme contribution. Juste en 2020, 1 800 travailleurs étrangers qui ont joint les rangs de nos entreprises dans la Capitale-Nationale, 1 800 en incluant les étudiants, 1 900 entreprises qui ont été accompagnées, que ce soit pour aller chercher de la main-d'oeuvre, que ce soit dans le virage numérique,

que ce soit pour plein d'autres affaires, et donc, ça, c'est ce qu'a fait Québec International, qui est un membre de notre alliance économique.

Et je vais conclure là-dessus pour ce bloc-là, j'ai lancé, l'automne dernier... parce qu'à force de parler à tout le monde, à un moment donné, la même chose revenait, c'est que, oui, il y a des programmes, oui, il y a de l'argent sur la table, je ne m'étendrai pas, mais on a le programme d'Aide d'urgence aux PME, on a l'AERAM, il y a plein d'argent sur la table à travers les fonds locaux d'investissement, à travers Investissement Québec.

Mais, des fois, c'était de dire : Il faut mettre tout le monde ensemble, tous les partenaires potentiellement concernés par le soutien à nos entreprises, pas seulement le soutien financier, mais l'accompagnement en tous genres, le mentorat, repenser les modèles d'affaires, etc., de mettre tout le monde ensemble à Québec pour dire : On va créer une alliance économique où, là, une entreprise, un organisme, une organisation qui a un projet ou qui a un besoin va être capable d'appeler et d'avoir accès à ce qu'on appelle des réseaux express, où on a tous les partenaires, mon Secrétariat à la Capitale-Nationale, toutes les MRC, la ville de Québec, Développement économique Canada, Québec International, Investissement Québec, ministère de l'Économie, Université Laval, Québec International, etc. Je ne peux pas tous les nommer, mais être capable d'avoir accès à tout ce monde-là ensemble en une seule rencontre et de propulser toute l'aide qu'il est capable de recevoir avec une seule rencontre. Et donc on simplifie en plus la vie de toutes ces petites PME.

Le Président (M. Allaire) : Merci. Merci, Mme la ministre. M. le député de Chauveau, la parole est à vous.

M. Lévesque (Chauveau) : Merci beaucoup, M. le Président. Pour poursuivre un peu sur le bloc de tout à l'heure que j'ai eu le plaisir de parler, on s'est fait attaquer sur du brettage, qu'on dit, de la perte de temps, puis, vu que le sujet d'aujourd'hui, c'est quand même le leadership, je veux juste qu'on revienne un peu sur ce qui est fait puis... ce qui a été fait puis qu'est-ce qui se fait présentement.

Tout d'abord, revenir un peu sur l'élément du tramway. J'en ai parlé tantôt, là, le 15 ans où ça n'a pas été fait, où ça a été mis dans le plan d'action du ministère des Transports, proposé, avancé à la ville de Québec. Bien, nous autres, en deux ans, on a réussi à accoucher d'un projet final, et qui sera présenté sous peu, les dernières lignes, et qui tiendra compte de l'ensemble de la Capitale-Nationale, l'ensemble de la Capitale-Nationale, et qui impactera la région de Québec pour les 25, 50 et 100 prochaines années. C'est important, maintenant, d'établir ça.

Dans le dossier du troisième lien, un projet... D'ailleurs, je tiens à saluer mon prédécesseur, Gérard Deltell, qui avait poussé ça en 2013. Il poussait, il poussait, sans succès. À la dernière minute, les libéraux avaient promis de faire une étude, de regarder ça. On avait mis 100 000 \$. Quatre ans plus tard, on était au même point. On avait mis un bureau de projet, là, qui n'avancait pas. Puis maintenant, il y a eu beaucoup d'avancées dans le projet du troisième lien. On proposait même des scénarios, la ministre l'a dit tout à l'heure, des scénarios où ça débouchait, là... ça sortait de Saint-Augustin puis ça allait sortir dans l'ouest de la région. Il y en avait un qui sortait sur la raffinerie Valero, puis là il y avait un petit jeu, là. Aïe! En 2018, on élimine un des tracés. En 2019, on élimine un autre. En 2021, on élimine un troisième, puis, à quelque part en 2022, on va peut-être avoir un projet.

Ce n'est pas ça, du leadership, M. le Président. Du leadership, c'est dire : Regardez, voici un tracé, voici ce qu'on va... sur quoi on va travailler. Et le ministre des Transports... Et la ministre de la Capitale-Nationale a fait des présentations claires. Ça avance. Et vous pouvez être certains que c'est le projet-phare des députés de la CAQ de la région de la Capitale-Nationale, et j'inclus mes collègues de Chaudière-Appalaches aussi. Pour eux, c'est très important.

Le leadership, c'est quoi aussi, M. le Président? Bien, ça marche avec de l'argent, ça marche avec de l'argent, puis on travaille avec deux programmes, principalement, dans la région de Québec. Le Programme d'appui aux activités régionales, le PAAR, la ministre en a parlé tout à l'heure, elle a augmenté... Le budget était à 5,8 millions chez les libéraux, il a augmenté à 10,1 millions. C'est presque le double, M. le Président. Vous voyez l'impact important, comment on peut faire plus d'actions, comment on peut plus rayonner. Il y a le fonds régional de la Capitale-Nationale. Ça, c'est une enveloppe qui sert à l'agglomération de Québec, qui sert à nos MRC : Portneuf, Charlevoix, la Jacques-Cartier, que je représente, en partie. Bien, on donne... on ne donne pas, on remet une enveloppe puis on leur donne le leadership pour des projets locaux et régionaux. L'enveloppe était à 16 millions sous les libéraux, et, sous le ministre, actuellement, on est à 21 millions, et il va augmenter jusqu'à 25 millions. C'est prévu dans le budget, M. le Président. Alors, beaucoup d'actions qui se font.

Un sujet que la députée de Saint-Laurent a à coeur, l'éducation. Bien, nos écoles, malheureusement, avaient été laissées pas mal à l'abandon dans les dernières années, hein? On le voit, là, plusieurs écoles étaient cotées E, D. Il manquait d'écoles, il manquait d'infrastructures. Bien, il y a quand même eu de la construction et de l'agrandissement d'écoles dans la Capitale-Nationale pour 147 millions. Et il y a des nouvelles annonces, notamment chez nous, une nouvelle école secondaire qui sera construite sur le terrain du zoo, près de 200 millions de dollars qui seront investis là pour nos jeunes dans le nord de la ville de Québec. Des écoles secondaires, M. le Président, il n'y en a pas eu beaucoup d'annoncées dans les 30 dernières années, malheureusement. Bien, on est en train de remédier à la situation.

Santé, mon collègue, tout à l'heure, de Portneuf en a parlé, hein, l'Hôpital de La Malbaie, de ma collègue de Charlevoix. Moi, j'ai le privilège, à Wendake, qu'on ait construit un CHSLD en territoire autochtone. Quelle belle nouvelle, beaucoup, beaucoup d'argent. Et je ne voudrais pas oublier les infrastructures sportives, hein? Il y aura des annonces, dans les prochaines semaines, le programme PAFIRS, où les municipalités, les différents quartiers de Québec, de la Capitale-Nationale pourront bénéficier d'infrastructures sportives renouvelées et améliorées. Franchement, je pense que le député de Marquette sera d'accord avec ça, un grand sportif comme lui.

En conclusion, M. le Président, je pense que le leadership dans la Capitale-Nationale... les gens de Québec ont voté massivement pour les députés de la CAQ, et ils ont du leadership. La ministre fait un travail extraordinaire,

les collègues, on l'alimente, on lui donne l'information, elle répond présent. Je suis convaincu, M. le Président, qu'à la fin de la démarche... Parce qu'on évalue un mandat sur quatre ans. Et, dans quatre ans, là, en 2022, les gens de Québec pourront dire qu'aucun gouvernement n'aura fait plus pour la Capitale-Nationale en termes d'investissement et de réalisation que le gouvernement de la Coalition avenir Québec. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Allaire) : Merci, M. le député de Chauveau. On débute la sixième série d'interventions. C'est uniquement pour l'opposition officielle. Qui va intervenir? Mme la députée de Saint-Laurent, 2 min 30 s.

Mme Rizqy : Alors, mon dernier bloc, un autre sujet qui parle encore de relance économique, vous le savez, on s'en est parlé, Mme la vice-première ministre, les croisières qui ont encore été annulées pour cette année, donc deux années de suite où ça tombe à l'eau, sans mauvais jeu de mots. Et évidemment ça a un immense impact ici, à la Capitale-Nationale, autant du côté de Lévis que du côté de la ville de Québec. C'est 237 000 visiteurs, c'est plusieurs, plusieurs croisières, c'est des millions de dollars, de façon plus précise, c'est plus de 100 millions de dollars qui est perdu pour eux autres. Ce 100 millions de dollars, là, si on l'illustre, là, c'est 73 millions de dollars qui est pour l'approvisionnement. Donc, ça, c'est quand les bateaux arrivent, ils s'approvisionnent chez nous, ici, à Québec, à la Capitale-Nationale. Il y a un autre 30 millions de dollars qui est dépensé par les passagers.

Or, ça, ici, là, c'est un gros manque à gagner. Puis j'aurais aimé ça, là, juste avoir une belle illustration de leadership, parce que vous-même, vous m'en parlez. Vous venez ici, là, le titre est clair, «leadership nécessaire», je ne peux pas croire que c'est la fille de Saint-Laurent qui vous parle des enjeux d'ici. Puis même vous, vous ne me dites pas, d'entrée de jeu : Nous, on est proactifs, voici, on a entendu telle affaire. Ça aurait été intéressant.

Puis, tant qu'à parler des touristes, moi, je suis un petit peu étonnée que, dans votre plan que vous nous avez invités à lire, *Priorité Capitale-Nationale*, c'était marqué clairement que vous vouliez faire déplacer le jeu, la salle de jeu vers une région touristique. Or, quand je prends le temps de regarder l'analyse que vous avez commandée, le corridor analysé, c'est sur l'axe autoroutier de l'autoroute Félix-Leclerc. Le port de Québec n'est pas là. Puis je ne peux pas croire que, vous, quand vous avez reçu l'analyse commandée chez KPMG — puis je ne montrerai pas... dire tout le bien que je pense d'eux — que vous n'avez pas réalisés que le corridor qu'ils ont étudié, bien, ils n'ont pas mis beaucoup d'emphase sur le port de Québec. Ils disent juste que la première année va être déficitaire. Mais par la suite, c'est quoi, la suite des choses pour les années futures? Puis d'entendre la vice-première ministre : Oui, mais, habituellement, les touristes, ils jouent plus dans le bateau, voyons donc! À Montréal, ils débarquent puis ils s'en vont jouer au Casino de Montréal. Puis évidemment on est contents, ça nous fait des sous puis ça fait surtout travailler le monde de Montréal. Puis moi, je ne peux pas croire que vous, vous avez décidé de partir essentiellement d'un quartier résidentiel à un autre quartier résidentiel. Ça va coûter 10 millions de dollars, alors que votre enjeu, vous, c'est votre promesse de déménager ça pour être proche des touristes.

Donc, moi, j'aimerais savoir clairement c'est quoi, là, votre plan pour relancer éventuellement le tourisme, mais aussi, en attendant, aider le monde. Parce que, là, ils vont souffrir.

Le Président (M. Allaire) : Merci, Mme la députée de Saint-Laurent.

Conclusions

On débute le dernier bloc, donc la conclusion. Vous avez 10 minutes de chaque côté. Mme la ministre, c'est vous qui commencez. 10 minutes. La parole est à vous.

Mme Geneviève Guilbault

Mme Guilbault : Oui. Merci beaucoup, M. le Président. Je vais compléter mon précédent bloc, que j'ai terminé un peu abruptement faute de temps, puis qui va dans le sens de la relance économique, du développement économique dans la Capitale-Nationale, et tout ça. J'ai parlé de mon alliance économique. Donc, l'alliance économique, j'ai déjà énoncé le principe de ça, c'est de mettre ensemble tous les partenaires susceptibles de pouvoir aider nos PME et nos organismes à Québec, tous nos porteurs de projets, en fait, dans la Capitale-Nationale, et qui permet d'organiser ce qu'on appelle, nous, des réseaux express.

Donc, autrement dit, quelqu'un qui a besoin d'aide va appeler, que ce soit sa MRC, sa ville ou n'importe quel partenaire dans la Capitale-Nationale, et va avoir accès à une rencontre avec tous ces partenaires-là. Ça facilite énormément les démarches pour obtenir de l'aide. Je pense que le Parti libéral devrait convenir que simplifier la vie des gens, oui, mettre de l'argent dans les programmes qui est disponible, mais il faut aussi être capable de les aider puis de répondre aux différents besoins.

Parce qu'ils n'ont pas tous besoin juste d'argent. On parlait du virage numérique tout à l'heure, là, il y a énormément d'entreprises qui ont besoin d'accompagnement dans le virage numérique. Je suis certaine que la députée de Saint-Laurent le sait. Donc, il y en a qui ont besoin de mentorat, il y en a qui ont besoin de savoir comment, un peu, se repositionner, comment s'adapter, comment répartir les affaires, etc., comment être capable d'attirer des travailleurs. Donc, cette alliance économique là, on a plus de 150 réseaux express, rencontres qui ont été organisées, plus de 255 organisations, entreprises qui ont été aidées. Ça, c'est important, M. le Président, là, 255, là. Je ne sais pas s'ils écoutent, mes amis, là, ça, là, c'est plein de monde, là. À chaque fois, c'est un gestionnaire, c'est un entrepreneur qui est à la tête de ça, ou un dirigeant d'organisation, avec son équipe autour, qui est capable de bénéficier de ce soutien-là extrêmement concret, à la fois financier et humain.

Et un autre élément qui fait la marque de commerce de la CAQ, l'ADN de la CAQ, qui est bon dans la Capitale-Nationale, mais qui est bon en général, c'est tout ce qui va dans le sens de simplifier la vie des gens, éliminer de la bureaucratie, alléger les règlements, l'administration, la paperasse, le taponnage. Quand je vous disais que 93 % de nos PME ont moins de 50 employés, ces gens-là, ils n'ont pas des grosses DRH qui sont disponibles à temps plein pour essayer de naviguer à travers les programmes, le fédéral, le provincial, le municipal. Ça fait que de mettre en place une alliance économique qui va effectivement leur permettre de gagner du temps et de l'énergie administrative, en plus de pouvoir les aider, parce que 70 % de ces personnes-là qui ont fait appel à nous ont été capables d'obtenir du financement, donc ça, M. le Président, c'est extraordinaire, puis ça n'a pas de prix. Être capable d'aider quelqu'un qui a peut-être fermé, qui est peut-être encore fermé, qui est peut-être désespéré, qui est tanné, qui cherche de l'information, qui essaie d'appeler quelque part puis qui est en attente pendant 11 heures, comme on a vu aux nouvelles, qui ne sait plus à quel saint se vouer puis que, là, est capable d'appeler quelque part, ça répond, on a accès, on présente nos affaires, on reçoit l'aide dont on a besoin, ça, M. le Président, là, c'est extraordinaire. Je me mets à la place d'un entrepreneur, puis, à date, les échos qu'on en a, c'est très apprécié. Ça fait que je passe le message aussi, sachez-le : Tous nos porteurs de projets dans la Capitale-Nationale, l'alliance est disponible pour vous.

• (11 h 50) •

Je voyais, avant-hier, un superbe article sur une entreprise, des jeunes entrepreneurs de Québec, Omy Laboratoires, qui fait du cosmétique et qui allie intelligence artificielle et cosmétique, maintenant, c'est ce dont elle parlait dans l'article, et cette entreprise-là est un exemple d'entreprise qui a bénéficié de l'alliance économique, qui a été capable de venir chercher du financement, ça a simplifié leurs démarches.

Donc, je pourrais vous en nommer plusieurs, mais évidemment je ne le ferai pas parce que mon temps est limité, mais toutes ces personnes-là qui ont bénéficié de l'alliance, je pense qu'il faut le mettre en relief puis il faut aussi surtout remercier tous les partenaires qui forment cette alliance et qui permettent à nos PME d'obtenir cet argent-là.

Hier encore, une autre chose intéressante, on parlait de la relance, on parle du tourisme, le centre-ville de Québec, comme le centre-ville de Montréal, a été très affecté par la pandémie, les artères commerciales, les SDC, etc. 5 millions qu'on a annoncés hier avec mon collègue de l'Économie pour la relance, retrouver la vitalité, retrouver l'activité du centre-ville de Québec. Un autre geste très, très concret pour que la Capitale-Nationale puisse reprendre le pôle position qu'elle avait à la fois en tourisme, à la fois en développement économique, à la fois en affaires, à la fois en termes de qualité de vie, etc.

Donc, je vais terminer peut-être en revenant sur... Parce que le propos de cette interpellation, c'était le leadership, notre leadership, nous, la CAQ, le mien comme ministre. Mais moi, je le vois comme équipe, parce que tout ce que je fais, je le fais parce qu'on est neuf et je le fais parce que j'ai des équipes : j'ai mon secrétariat, j'ai mon cabinet, j'ai... On a toutes ces personnes-là, compétentes et intéressées, qui ont toutes, toutes, toutes... On est nombreux, là. Le dénominateur commun, c'est qu'on a tous Québec tatouée sur le coeur, M. le Président, parce que ça part de là.

Je parlais de mes prédécesseurs libéraux. Peut-être que le problème, c'était juste de dire : Ça ne m'intéresse pas. Tu sais, quand quelque chose ne t'intéresse pas, c'est difficile d'être bon puis d'être leader là-dedans parce que ce n'est pas naturel, ça ne t'intéresse pas, tu n'as pas le réflexe de te battre, tu n'as pas le réflexe de faire avancer, de créer des projets, de pousser des affaires, d'aller voir tes collègues du gouvernement, puis d'aller voir... puis de dire : Là, ça va prendre de l'argent pour ma région, ça va prendre de l'argent pour mon projet. Il va falloir que telle affaire aboutisse, parce qu'à un moment donné, nous autres, on est élus par des citoyens qui ont des attentes, on a des engagements clairs, il faut être capable de les livrer. Et c'est exactement ce que la CAQ a fait à Québec depuis deux ans et demi, avec moi comme ministre, mais avec mes huit collègues. On est neuf députés à Québec. Il y a 11 circonscriptions dans la Capitale-Nationale, il y en a neuf qui sont occupées par des députés de la CAQ. C'est notre travail de faire avancer ce qui doit avancer à Québec et c'est très exactement ce qu'on a fait depuis deux ans et demi à Québec.

Je suis fière de le dire, je suis très fière de le dire parce que... Je dis souvent : On est payés par les fonds publics, nous, M. le Président. Ça fait que, si on n'est pas capables d'être utiles pour les citoyens, il y a quelque chose qui ne marche pas. On est payés pour faire ça. Si on ne fait pas ça à chaque fois qu'on se lève le matin jusqu'à tant qu'on se couche le soir, bien, on ne fait pas notre job puis on n'est pas un bon député. On est tous des députés. Moi, je suis la ministre, mais je suis aussi une députée.

Puis je reprenais les pointes qu'envoyait le Parti libéral, toutes les insinuations qu'ils ont pu faire qu'on n'entend plus. Tu sais, on les entend plus, là, les critiques. Le Parti libéral s'est retrouvé ici, ce matin, pris avec le fait que la raison précise pour laquelle ils nous ont convoqués ici leur a été un peu tirée sous les pieds, puis ils se retrouvent un peu le bec à l'eau à matin. Ça fait que, là, ils essaient de nous faire du millage sur le tramway, sans jeu de mots, faire du millage sur le tramway, mais il n'en a pas à faire parce qu'il est réglé. Ils essaient de nous dire : Vous n'avez pas de leadership. Près de 90 % des engagements réalisés ou en voie de l'être. Ils essaient de nous dire : Vous ne faites rien, puis tout ça. Leurs précédents collègues n'ont rien fait, pas une cent, pas un projet. Tout ce qu'on se faisait dire, c'est : C'est compliqué, tu ne comprends pas, laisse-moi du temps. Tu vas découvrir, peut-être un jour, si tu as la chance d'occuper ma... Je me suis déjà fait dire ça par l'entourage du précédent ministre de la Capitale-Nationale : Si, un jour, tu as l'occasion de comprendre les dossiers, tu vas voir que c'est compliqué. Oui, c'est compliqué, M. le Président, mais ça prend de la volonté, ça prend de la détermination, ça prend du leadership, ça prend de l'argent, ça prend de la débrouillardise, ça prend tout ça. Mais c'est ça, notre job, puis moi, je la prends très au sérieux comme ministre.

Or, qu'en est-il? On a débloqué ce qu'il y avait à débloquent. On a livré le tramway, on aura les détails bientôt. Le troisième lien, ça avance, ça s'en vient. La promenade Samuel-De Champlain, on l'a livrée puis on en a mis, de l'énergie, là-dessus, la Commission de la capitale nationale que je remercie au passage, mais qui était un désastre sous la précédente administration libérale. Je l'invite à lire le rapport de la Vérificatrice générale sur l'administration libérale de la Commission de la capitale nationale, si elle ne l'a pas déjà fait. Elle va découvrir que le problème...

Puis c'est peut-être ça aussi. Je ne sais pas s'ils se sont enfargés trop longtemps devant un miroir, le Parti libéral, puis ils se sont dit : Aïe, tout va mal dans la Capitale-Nationale. Bien, je pense que c'est le reflet à retardement de leur propre époque des 15 ans à Québec, où, effectivement, il y a bien des affaires qui ne se sont pas faites, puis ils sont peut-être habitués que les affaires traînent, puis qu'ils n'aient pas d'argent, puis que tout soit compliqué. Mais, depuis deux ans et demi, M. le Président, on a fait débloquer les projets, on a réalisé nos engagements, on est allés chercher de l'argent. J'ai doublé le budget de la Capitale-Nationale. C'est simple, ça, comme phrase, j'ai doublé le budget de la Capitale-Nationale. C'est un fait. Tu sais, au-delà des articles de journaux puis des états d'âme, il y a les faits. Puis les faits ont la tête dure, comme disaient des collègues. Et les faits, c'est ça : plus d'argent que jamais dans la Capitale-Nationale, énormément d'argent dans la Capitale-Nationale, énormément de projets. J'ai d'autres affaires qui s'en viennent aussi, que je travaille avec mon secrétariat, qui vont dans le sens de ma vision inclusive, qui vont dans le sens de toujours en faire plus pour le grand développement régional.

Mais, M. le Président, puis je vais terminer là-dessus, si on nous demande : Est-ce que la CAQ fait preuve de leadership dans la Capitale-Nationale depuis deux ans et demi?, la réponse hors de tout doute raisonnable, à la suite des nombreuses interventions qui ont eu lieu ici ce matin, c'est oui. Et on est fiers de le dire. Et j'espère que les collègues libéraux sont heureux d'entendre que la Capitale-Nationale est entre bonnes mains, parce qu'à deux quelques kilomètres pour le plus près des députés libéraux, je ne suis pas certaine que c'est eux qui, comment dire... qui ont la connaissance la plus fine et la plus expérientielle de ce qui est bon pour la Capitale-Nationale. Le résultat de la dernière élection le démontre.

Ça fait que je vais utiliser mes dernières secondes pour remercier, M. le Président... parce que tout ce que je fais, je le fais, je l'ai dit, parce que je suis entourée, je veux remercier mes huit collègues députés de la Capitale-Nationale. J'en ai trois ici avec moi aujourd'hui. Il y en a cinq autres qui, certainement, nous écoutent ce matin et qui se disent que c'est important, Québec, c'est important, notre Capitale-Nationale. C'est grâce à eux qu'on est capables de tout faire.

Je veux remercier aussi mon équipe du Secrétariat de la Capitale-Nationale, mon sous-ministre, M. Rousseau, qui est ici, mais toute son équipe aussi, mon équipe de la Commission de la capitale nationale, ce sont eux, aussi, qui m'aident à livrer les projets, et mon équipe du cabinet : j'ai, ici, Dave Gravel et j'ai aussi Johanne Lapointe, mes deux conseillers principaux qui s'occupent des dossiers de la Capitale-Nationale, et toutes les personnes qui nous entourent aussi, qui travaillent... Dave est particulièrement hyperactif, il travaille 24/7. Il n'y a pas une semaine, il n'y a pas une journée où on ne parle pas de Capitale-Nationale avec mon équipe, et c'est grâce à ça qu'on a pu livrer nos engagements, M. le Président.

• (12 heures) •

Le Président (M. Allaire) : Merci. Merci, Mme la ministre. On conclut avec vous, Mme la députée de Saint-Laurent. La parole est à vous pour 10 minutes.

Mme Marwah Rizqy

Mme Rizqy : Merci beaucoup, M. le Président. Merci aussi à la vice-première ministre. Elle m'a bien fait sourire lorsque... plusieurs éléments qu'elle a dits. Mais à l'écouter parler, Québec a pris naissance en 2018. Honnêtement, la Capitale-Nationale a été fondée, là, en 2018, si on l'écoute. Ça n'a pas de bon sens, là. Elle a pointé ce cahier de promesses en disant : 90 % de nos engagements ont été tenus. Donc, pour elle, c'est réglé, là.

Bien oui, le troisième lien, là... La page n° 1, construire le troisième lien, c'est déjà fait. Il n'y a personne qui a vu le tracé, personne ne sait combien ça coûte, mais c'est fait. Réaménager la tête des ponts. La députée de Jean-Talon est ici. Elle a parlé, elle n'a pas dit un mot, alors que la tête des ponts, ça a été son engagement à elle en campagne électorale. Puis elle en a même parlé pas plus tard que janvier 2021, en entrevue avec Marc-André Gagnon, de la tête des ponts, puis là, tout à coup, elle n'en parle plus. Bon. J'imagine qu'elle n'a plus le droit d'en parler.

Attendez, là, on va continuer les engagements, là. C'est quand même important, là. C'est fou, là, pareil, tout ce qu'on entend, 90 %. Arrimer la main-d'oeuvre disponible avec les besoins des entreprises. Écoutez, j'ai dû soulever avec Alexandre Duval, de Radio-Canada, un enjeu. Ici, à Québec, il y avait des immigrants qui ne pouvaient pas s'inscrire à des cours de francisation. Je n'ai pas entendu, là, un député de Québec en parler. C'est moi, là, qui a dit : Aïe! Allo, la terre! On est à Québec, si on veut travailler, encore faut-il parler le français. Il y avait des retards. Puis finalement, avec notre intervention, bien, il y a quelqu'un qui s'est réveillé au gouvernement, qui a dit : Effectivement, là, on devrait arrêter de mettre des bâtons dans les roues pour ceux qui veulent faire des cours de francisation, puis par la suite ça a débloqué. Alors, on est intervenu, mais, en tout cas, on n'a pas trop arrimé les travailleurs avec les problèmes de pénurie. Puis là-dedans, là, il n'y a pas grand monde qui nous a parlé de pénurie de main-d'oeuvre. Apparemment, ça n'existe pas. Puis en passant, les écoles, c'est important de bâtir des belles écoles, oui, mais assurez-vous d'avoir des profs. À date, ça ne va pas bien avec eux, là.

Par la suite, harmoniser, là, l'offre de jeu avec le tourisme, zéro puis une barre. Pire que ça, vous confiez une étude à KPMG, qui est dans des beaux draps pour des histoires de paradis fiscaux, qui ont aidé des gens, là, à être floués au Québec... à flouer le fisc québécois. Et vous prenez, là, leur étude que, je vous rappelle, le corridor qu'ils ont présenté, il n'y a même pas le port de Québec. C'était votre engagement électoral de déménager vers une offre touristique. Le port de Québec est ici, le corridor est en haut. Vous, vous prenez ça, puis, parfait, 90 %.

On continue, là, aïe! Voir grand avec l'aéroport international de Québec. Elle dit qu'elle a rencontré le P.D.G., M. Poirier, plusieurs fois. C'est vrai, j'ai regardé son agenda, la vice-première ministre, la dernière fois qu'elle l'a rencontré, c'est en avril l'an passé. Mais, en janvier, il y a eu une annonce qui disait que la liaison Toronto-Québec est dépassée, finie, hop! partie. Je n'ai pas entendu qui que ce soit de Québec dire : Aïe! Réveillez-vous, là, Air Canada.

La liaison, là, d'affaires, Québec-Toronto, doit être maintenue. Personne n'a parlé là-dedans, pas même la vice-première ministre. Bien, on va dire : Bien oui, on va pelleter ça dans la cour du fédéral, arrangez-vous avec ça.

Mettre de l'avant le patrimoine religieux du Québec, là, de la ville, là, la capitale nationale. Mettre davantage en valeur le patrimoine religieux de la région. C'est drôle, Saint-François-d'Assise, rien fait, église Saint-Coeur-de-Marie, rien fait, Le Très-Saint-Sacrement, rien fait. Ça, c'est un engagement. Donc, est-ce que ça, ça rentre aussi dans le calcul de 90 %, là? C'est drôle, à moins que j'aie coulé mes maths, mais habituellement, là, quand ça fait déjà cinq engagements sur cinq qui ne sont pas respectés, ça frôle plus le zéro.

Développer tout le potentiel agrotouristique de Portneuf à Charlevoix. L'an passé, là, c'est la première fois que tristement — nous tous, on était tristes là-dessus — on a eu, là, des agriculteurs qui ont dû mettre, là, dans les poubelles des récoltes parce qu'on n'a pas été capable de les récolter. C'était la première fois que ça arrivait. C'était vraiment, là, vraiment triste pour nous. Et puis, tu sais, c'est là qu'il faut prendre ça au sérieux puis se dire : Dès maintenant, il faut sécuriser la main-d'oeuvre, on a besoin, là, de cette main-d'oeuvre-là. Puis on va être honnête, c'est de la main-d'oeuvre étrangère. Je sais, là, qu'il y en peut-être qui, dans votre caucus, sont allergiques à ça, là, mais la vérité, là... Je comprends que vous voulez réduire le nombre d'immigrants, mais on en a encore besoin, si on veut être capable d'avoir de la main-d'oeuvre pour aller travailler aussi, là, au Québec, là.

Puis là je peux continuer parce que, là-dedans, dans les engagements, poursuivre le développement de la promenade Samuel-De Champlain. La vice-première ministre, là, à l'écouter, là, elle l'a créée, la promenade Samuel-De Champlain. On est rendu en phase III. Est-ce qu'elle réalise que phases I et II, c'était avant III, puis qu'avant phase I puis II, elle n'était pas là? Ça fait que, je m'excuse, là, mais là il y a des limites à essayer de dire qu'on a tout fait, là, puis que personne d'autre n'a existé.

Mais aujourd'hui j'espère que vous réalisez que c'est quand même particulier que dans les différents enjeux qu'on a soulevés avec vous, de votre côté, tu sais, vous n'en avez pas soulevé vous-même. Tu sais, il y a du temps de parole, là, je sais que ce n'est pas tout le monde qui est familier avec une interpellation, mais ce n'est pas juste les partis d'opposition, là, qui parlent, il y a la vice-première ministre qui parle, certainement, parce qu'elle est la porte-parole de la Capitale-Nationale, mais il y a aussi les députés de Québec qui parlent. Puis eux autres aussi, là, tu sais, ils pourraient faire preuve, de leur côté, dire : Moi, j'ai un enjeu de développement économique. C'était ça, le thème, là : leadership — il faut continuer à lire — nécessaire pour la prospérité et le développement de la Capitale-Nationale.

Moi, j'ai l'impression que vous êtes arrivés ici puis vous avez dit : Ah! il faut qu'on aille défendre notre caucus. Ah! il faut qu'on aille défendre le leadership de la vice-première ministre. C'est comme si vous, dans votre tête, vous partiez déjà avec la prémisse de départ que le leadership de la vice-première ministre avait été entaché puis que, là, vous venez à sa rescousse. Là, je ne sais pas c'est quoi, vos discussions de caucus, ça ne m'appartient pas, ça vous appartient, mais visiblement, à l'intérieur, vous avez senti que vous deviez venir ici aujourd'hui pour défendre ça, alors que l'objectif, c'est la prospérité et le développement économique de la Capitale-Nationale.

On a entendu, à juste titre, la députée de Jean-Talon mentionner un enjeu, elle a parlé de Laurentia. Elle a dit, et je cite : «C'est un projet stratégique.» Je suis d'accord avec elle, c'est un enjeu stratégique. Oui, le député... le chef... je ne sais plus comment qu'on l'appelle, parlementaire du troisième groupe d'opposition...

Le Président (M. Allaire) : ...

Mme Rizqy : Merci, M. le Président, parce que je ne veux pas nommer le mauvais chef, là, donc vous me comprendrez. Lui aussi en a parlé, sur un côté plus environnemental. Bien, moi, je suis vraiment surprise que personne de votre côté, à ce jour, du côté gouvernemental n'a pas soulevé l'autre enjeu, qui est quand même hyperimportant. On est d'accord que c'est un projet hyperimportant, le projet Laurentia, mais il y a un enjeu de sécurité nationale qui a quand même été soulevé dans les médias. Mais personne, du côté gouvernemental, ne s'est dit : Hé! il y a peut-être quelque chose ici intéressant à investiguer. Il y a peut-être ici, là, une lumière rouge qui devrait s'allumer, puis on devrait se poser des questions.

Il me semble qu'après la débâcle de Flying Whales, pour ceux qui nous écoutent, là, ça, c'est l'histoire des baleines gonflables, là, que le ministre de l'Économie est parti sur sa grosse bulle gonflable, a dit : On va mettre un paquet d'argent avec Investissement Québec, l'argent des Québécois, sans se poser trop de questions. Puis finalement, oups, enjeu de sécurité nationale. Dans Flying Whales, il y avait un enjeu de sécurité nationale avec un partenaire financier chinois. Puis ici, dans Laurentia, il y a aussi ce même enjeu qui a été soulevé, qui est tellement assez important qu'on a quand même ici un des membres du Five Eyes, qui est l'Australie, qui a dit : Nous, on ne fait pas affaire avec cette entreprise. On a aussi Israël qui a décidé de ne pas faire affaire avec cette entreprise dans un autre enjeu.

Mais nous, au Québec, je n'entends personne, personne dire : C'est un enjeu stratégique. Est-ce que par fierté nationale un endroit aussi important qu'un port, il ne devrait pas y avoir lieu de se poser la question si ce n'est pas plus intéressant d'avoir justement une entreprise québécoise? Peut-être que ça, ce serait faire une belle preuve de leadership et, d'une pierre deux coups, nationaliste. Puis peut-être que juste de poser la question, ce serait, à tout le moins, faire preuve de leadership, de dire : Ça nous intéresse. Parce que la seule personne que j'ai entendue, à Québec, en parler, ça a été Jean-Yves Duclos, le ministre fédéral.

Et vous comprendrez que je suis obligée de terminer avec... moi, ça m'a fait sourire aussi, quand elle dit : Ils se regardent dans le miroir. Non, on ne passe pas notre journée à se regarder dans le miroir, mais j'ai entendu beaucoup la vice-première ministre utiliser le «je», le «je», le «je» : J'ai donné de l'argent. J'ai mis de l'argent. J'ai fait débloquer ci, j'ai, j'ai, j'ai. Bien, j'espère qu'elle réalise, de un, que ce n'est pas son argent, mais l'argent des contribuables à même nos impôts, un, et qu'elle fait partie d'une équipe, puis que ce serait peut-être intéressant,

surtout pour ses collègues, je me mets à leur place, là, le «nous», hein? Parce qu'on ne peut pas demander à nos collègues de venir avec nous défendre le caucus, puis défendre son leadership à elle, puis, après ça, juste parler au «je», là, c'est comme une petite incohérence. Mais, sinon, je m'attends qu'on va le voir, finalement, les différents tracés, on va le voir, oui, pour le tramway, oui, pour le troisième lien, mais aussi l'échéancier pour la tête des ponts. On va avoir une idée beaucoup plus concrète de qu'est-ce qu'on va faire pour les croisières, pour aider les gens qui travaillent. On va s'assurer, là, d'avoir... pour faire face à la pénurie de main-d'oeuvre, d'avoir des gens qui vont venir travailler, puis ça, ça commence maintenant.

Alors, j'espère un peu moins de communications, un peu plus d'action, puis, dans la mesure du possible, un peu moins de partisanerie. Et, sur ce, merci à vous tous d'être venus aujourd'hui à cet exercice démocratique. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Allaire) : Merci à vous, Mme la députée de Saint-Laurent.

Alors, compte tenu de l'heure, je lève la séance. Nous avons accompli notre mandat, alors j'ajourne les travaux sine die. Bonne fin de semaine, tout le monde.

(Fin de la séance à 12 h 09)